L'hebdomadaire des Socialistes

Le Vendredi

Quatrième année - N° 127 - Vendredi 10 janvier 1992 - ISSN 0995-0583 - Prix 6,50 F



Une succession dans la cohésion

Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

Modernisation interne du Parti socialiste, modération dans l'expression externe, ouverture vers d'autres mouvements démocratiques -écologistes, centristes, non-inscrits- et, toujours, protection pour l'amélioration de leurs conditions de vie des gens des classes moyennes et des déshérités de la vie.
Nouveau Projet, nouvelle année, nouveau premier secrétaire, veillons à ce qu'aux bonnes dispositions ne succèdent pas les mauvaises querelles.
Si l'esprit d'ouverture et d'amitié prévaut tout au long de cette année, alors, le Parti socialiste retrouvera toutes ses chances pour les échéances prochaines.
Il n'y aura pas de rendez-vous présidentiel pour un socialiste en 1995 si nous négligeons les étapes intermédiaires.
Aussi, la désignation d'un candidat officiel du Parti socialiste est aujourd'hui prématurée, d'autant que seul le dernier congrès avant la date probable de l'élection présidentielle pourra entériner un tel choix.
Stratégie électorale, dans l'ordre chronologique, et programme de gouvernement, voilà qui augure bien de l'année 1992 pour l'organisation du marché du travail et de la formation, l'organisation du monde rural et du monde urbain et l'orientation des finances publiques vers les équipements collectifs qui impliquent forcément la révision constitutionnelle, la réforme de la fiscalité, et la refonte du système de protection sociale.
Giovannina Settembre - Gap (05).

■

Depuis quand baisse-t-on les bras avant de jouer une partie ? On peut comprendre une certaine morosité après une défaite, mais pas avant un combat
Rappelons-nous la période qui précédait les législatives de 1986 : chacun avait intériorisé la défaite. Est-on aussi convaincant pour défendre une cause lorsqu'on n'est pas soi-même convaincu ? Chacun, au sein du PS, est attaché à l'expérience de gauche. Même les plus virulents détracteurs de la politique menée actuellement ne souhaitent pas une cure d'opposition.
Cela ne veut pas dire qu'il ne faille plus émettre de critiques, voire de divergences, notamment sur le plan économique, mais sachons faire de la critique constructive par des propositions. De même que les députés ne peuvent proposer une dépense sans prévoir une recette correspondante, il serait bon que chaque proposition soit chiffrée et mentionne l'origine des ressources.
Agissons chacun à notre niveau ! L'espoir d'un avenir meilleur, de progrès dans tel ou tel domaine, ne doit pas nous conduire à l'expectative. N'attendons pas d'en haut la solution à tous nos problèmes ! En paraphrasant un homme célèbre, on pourrait dire : ne nous demandons pas ce que le Parti (ou le gouvernement, ce qui n'est pas là même chose) peut faire pour nous, demandons-nous ce que nous pouvons faire pour atteindre notre idéal, pour rénover notre Parti, accroître son audience !
Impliquons-nous dans les associations de quartier de toute nature (culturelles, d'environnement, de locataires, de copropriétaires, de parents d'élèves) ! Participons à la popularisation du Projet socialiste, quel que soit le vote que nous avons émis ! Ne laissons pas la place à des personnes prônant l'exclusion ! La mobilisation ne doit pas être l'apanage de l'extrême droite !
Nous voulons un défi à notre mesure, nous voulons une cause noble à défendre, nous voulons préserver nos valeurs : voilà un adversaire de taille !
André Sillam - Noisiel (77).

■

Faire son aggiornamento ne signifie devenir aboulique, incapable d'initiatives qui iraient dans le sens d'une plus grande justice, d'un progrès au service de tous. Ou alors, nous serions devenus de simples gestionnaires et, donc, par essence, des conservateurs. Ce serait alors un reniement total à l'encontre de ce qui a modelé notre idéal, nos actions, nos combats. J'entends, par là, le refus de l'ordre établi, le refus de l'immobilisme, d'une pensée figée, statique, par essence réactionnaire, corporatiste, individualiste à la quête de la défense de ses propres intérêts, oubliant ainsi tout souci d'une recherche de l'intérêt général.
Les socialistes ne sauraient l'accepter. Il serait vain de croire que le statu quo nous permettra de préserver quelques bastions électoraux.
Pour cela, il nous faut, dès à présent, en conformité avec le Projet, avec l'action du gouvernement, nous mobiliser contre tous les conservatismes, et avoir le courage, la volonté de prendre les réformes de structure (qui, seules, pourront nous faire gagner les élections) qui feront entrer la France dans le XXIe siècle au travers d'une rénovation, d'une réaffirmation de nos valeurs, c'est-à-dire donner la possibilité à chacun de s'épanouir grâce à plus de liberté, de justice, d'égalité, de solidarité, grâce à une large diffusion du progrès, des connaissances, de la culture au service de l'homme.
Reynald Coppeaux - Berlaimont (59).

■

Adjoint au maire chargé de la solidarité et, depuis la rentrée 1991, secrétaire général de l'Institut universitaire de formation des maîtres (IUFM) de Poitiers, j'ai beaucoup apprécié l'enquête du n° 124 de "Vendredi" concernant ces instituts. Article honnête, qui sait faire la part des enjeux fondamentaux et des débuts parfois tâtonnants, mais qui tranche sur les affirmations réactionnaires et conservatrices trop souvent répandues.
Les débuts ont été parfois difficiles. Comment aurait-il pu en être autrement quand certains IUFM ont dû, le 1er septembre 1991, mettre en place une formation complètement nouvelle avec une équipe de direction restreinte, des services administratifs réduits à leur plus simple expression et des locaux peu adaptés ?
Grâce au dynamisme de quelques universitaires, professeurs du premier et du second degré, administratifs, dès le 15 septembre, la formation avait débuté pour la totalité des 1.500 étudiants selon les orientations nouvelles : le 1er décembre, le conseil d'administration était élu ; et, dès le 15 décembre, on se préoccupait de la rentrée 1992, d'une information plus complète des futurs étudiants, et d'une amélioration des contenus de formation.
L'enjeu est en effet d'importance tant pour le développement de notre pays que pour sa cohésion sociale. Qui peut sérieusement oser affirmer que, face aux bouleversements économiques, sociaux, culturels, médiatiques, face à la fabuleuse démocratisation de l'accès à l'enseignement et au savoir depuis dix ans, la formation des jeunes enseignants d'aujourd'hui (qui exerceront leur métier des années 1990 jusqu'aux années 2030) ne nécessite pas une adaption fondamentale ?
Intervenant dans la formation des maîtres, en sus de mes responsabilités administratives, il m'arrive souvent de frémir en imaginant la première confrontation de jeunes enseignants, tous frais émoulus de leurs études universitaires avec leur nouveau métier dans un collège ou lycée professionnel du quartier difficile, si une solide formation professionnelle, jointe au maintien des connaissances théoriques disciplinaires, ne les prépare pas.
Dans l'institut où j'ai le plaisir de servir, les nouvelles formations mises en place s'intitulent : "identité du métier" ; "voix et parole : médiations pour enseigner" ; "le geste et l'attitude dans la conduite de la classe" ; "se faire comprendre".
Ceux qui se permettent de nier l'intérêt de telles formations ou de les tourner en dérision ne perpétuent finalement que la tradition des castes attachées à une formation réservée à une élite.
Il revient à tous les enseignants et à tous les gens de bonne volonté de se mobiliser pour défendre cet outil de développement et de démocratisation que constituent les IUFM, en espérant que l'Etat leur accorde les moyens qui leur pemettent de réussir leur mission.
Jean-Luc Gaboreau - Poitiers (86).

■

Inéluctable, la limitation des dépenses de santé... mais il faudrait aller au-delà d'une enveloppe globale !
Contrôlons les dépenses de santé, oui, mais attaquons-nous aussi aux structures qui les génèrent si facilement.
Bernard Debré, député RPR, maître à penser du très conservateur Syndicat autonome des médecins hospitaliers, annonce "qu'en cas d'alternance politique il y aura des coupes claires" : fermeture de dix-huit CHU dont sept dans la région parisienne, fermeture de trentehôpitaux généraux avec, en préalable, la réforme des conseils d'administration qui seraient retirés au maire de la ville concernée. Economie réalisée : 30 millions de F ! Aussi provocantes soient-elles, ces propositions ne manquent pas de justification. On aurait aimé que le PS les fasse, notamment à l'occasion de son récent colloque, "Objectif santé".
En effet, sait-on qu'aujourd'hui, il y a autant de CHU qu'il y a 20 ans, alors que le nombre des étudiants entrant en médecine est passé de 20.000 à 3.500 ? Certains CHU se retrouvent avec 60 étudiants et 100 enseignants. Perçoit-on que l'une des raisons de l'inadaptation des structures hospitalières actuelles tient à la politique de clocher, chaque maire voulant un service hospitalier prestigieux au sein de son hôpital, ou un hôpital le plus éclatant qui soit, une maternité quand il ne l'a pas déjà pour des raisons de proximité... Certaines maternités assurent seulement 150 accouchements par an, utilisant une fraction ridicule de leur potentiel. Les régions coiffant des structures départementales qu'il aurait fallu effacer ont multiplié les relais aboutissant à une dispersion des moyens. A une époque où la performance et le moindre coût ne peuvent être la caractéristique que de grands ensembles et où les raisons de proximité ne sont guère recevables.
Mais il ne faut pas s'arrêter là. Le PS devrait compléter les propositions du professeur Debré, qui reste en deça de ce qu'il devrait proposer. Sans doute craint-il de toucher à des privilèges qui lui sont chers. Le CHU lui-même, le plus dépensier des hôpitaux (n'oublions pas que les dépenses hospitalières sont pour 50% environ du budget de la Sécu), a besoin d'être réformé. Sait-on que, actuellement, tout titulaire dans l'enseignement de la médecine a obligatoirement une fonction hospitalière et une fonction universitaire ?
Or, l'inadéquation des besoins hospitaliers et universitaires devient patente. Trop d'universitaires en médecine ne peuvent coiffer harmonieusement la casquette du ministère de la Santé le matin à l'hôpital, la casquette de celui de l'Education nationale l'après-midi à la faculté. Le nombre des universitaires médicaux est excessif mais, qui plus est, pour un nombre non négligeable d'entre eux, l'insertion hospitalière n'est pas utile car la discipline qu'ils enseignent n'a pas ou n'a que peu de contrepartie hospitalière.
Qui plus est, l'Education nationale exerce une hégémonie de fait sur les nominations en CHU et tout se passe comme si les besoins en postes hospitaliers liés aux technologies nouvelles étaient l'occasion de maintenir, sinon d'accroître, des effectifs universitaires aussi obsolètes soient-ils. Sait-on aussi que, dans bon nombre de cas, les besoins hospitaliers sont satisfaits par des nominations qui passent par l'appréciation des conseils de faculté, où les étudiants et les représentants extérieurs à la faculté jugent de besoins hospitaliers qui leur sont totalement étrangers ? Réforme Savary oblige ! Pour des raisons de simplification et de coût de fonctionnement, les facultés de médecine et les hôpitaux devraient être sous la dépendance d'un seul et même ministère, celui de la Santé, et la double appartenance hospitalière et universitaire systématiquement supprimée.
Le prestigieux aïeul de Bernard Debré, le professeur Robert Debré, doit être remercié pour la création des CHU, il y a trente ans. Ils ont permis d'attirer les meilleurs vers l'hôpital public. Il n'est pas sûr que ce pionnier de la médecine justifierait le CHU dans la situation présente. Notamment, il est permis de penser qu'il ne défendrait pas les clientèles privées à l'hôpital public avec l'ardeur qui caractérise le petit-fils !
Quoi qu'il en soit, les facultés de médecine et les hôpitaux ont besoin d'être davantage professionnalisés sous une même houlette ministérielle. La Sécu y trouverait son compte.
Edith Cresson, qui ne manque pas de courage, ne pourrait-elle pas s'attaquer au problème avec l'énergie qu'on lui connaît ?
Jacques Pillot - Gif-sur-Yvette (92).

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : Jean-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (77.92)
Actuelles : Françoise Lorrain (78.55)
Secrétaire de rédaction : Vanda Gervasio (78.61)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Infographie : Jean-Pierre Pecau (77.92)
Réalisation : Sandrine Girard (78.92) Taoufik Khatib (78.54)
Photo : Pascal Lebrun (78.53) et Josette Serreau (78.53)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)
Marie-Lou Le Bras (78.56)
Sabine Sebah (79.04)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers

N° Commission paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

CREDITS PHOTOS
P. Lebrun (couv.) ; H. Seghilani / Sipa-Press (pp. 3 et 8) ; Agence Enguerand (pp. 3 et 20) ; AFP (p. 9) ; Vioujard / Gamma (p. 9) ; G. De Keerle / Sygma (p. 10) ; Gamma (p. 11) ; E. Reed / Magnum photos (p. 12) ; A. Duclos / Gamma (pp. 13 et 14) ; P. Philibert (p. 15) ; Delahaye (p. 16) ; D.R. (p. 16) ; A. Buc / Gamma (p. 17) ; Flammarion (p. 19) ; K. Pelgrimes (p. 20) ; Ministère de la culture (p. 21) ; G. Freund (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 215.500 ex.

CETTE SEMAINE

2 Courrier

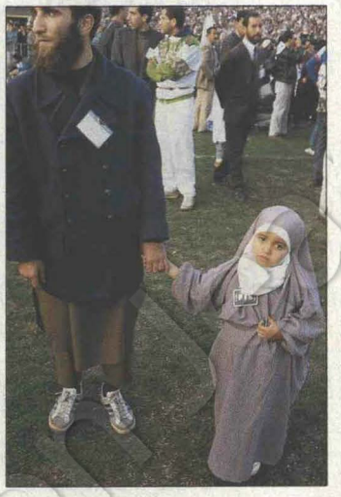
POLITIQUE
4 • Une succession dans la cohésion
• Pierre Mauroy : j'ai le sentiment d'avoir rempli ma mission
5 Le Parti socialiste rassemblé
7 Laurent Fabius : je serai le premier secrétaire de tous

INTERNATIONAL
8 • Algérie : le sursaut de la démocratie
• Hocine Ait Ahmed : "Ni la république intégriste, ni l'Etat policier"
• Les femmes algériennes
10 De l'URSS à la CEI
14 • Nouvelle coopération avec le Bénin
• Le Bénin sur la route de la démocratie

11 à 13 **DOSSIER**
Citadelles à prendre
11 • Les dictatures qui se cramponnent
• Corée du Nord
12 • Cuba
• Malawi
13 Soudan



▲ Pierre Mauroy et Laurent Fabius (pp. 4 à 7).



▲ Les élections en Algérie (p. 8).



▲ "Les Misérables" (p. 20).

SOCIETE
15 La grande solitude des assistantes sociales

REGIONS
17 • Le triptyque de l'aménagement du territoire
• Collectivités locales
• Conseils d'anciens
• Environnement : préparer Rio

VIE PRATIQUE
18 Les aérosols sont-ils dangereux ?

CROQUIS
19 • Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

CULTURE
20 • "Les Misérables"
• Cinéma en chiffres
• Film : "Août"
• Télévision
21 • Le gelé et la vie
• Romans policiers
22 • Post-scriptum
• Agenda

INVITE
23 Michel Piccoli

■ AGENDA ■

Colloque : **"Le monde du travail change : comment renouveler la gauche ?"**
(Fondation Jean-Jaurès et "Rencontres Communistes hebdo")

Débats introduits par Rénée Fregosi et Louis Régulier

1 **"Les mutations du monde du travail."**
Avec J.-N. Choppart, J.-L. Cottigny, L. Fouques, B. Gibaud, O. Schwartz, C. Thelot.

2 **"Syndicalisme de revendication et / ou syndicalisme de responsabilité."**
Avec A. Deluchat, C. Gilles, A. Lettieri, J. Mairé, R. Mouriaux, P. Seideneck.

3 **"La citoyenneté dans l'entreprise."**
Avec S. Briand, G. Collomb, B. Coriat, J.-M. Denjean, F. Hincker, T. Mandon, J. Peyrelevade, M. Praderie.

Le samedi 18 janvier de 9h30 à 18h30
Maison de la Chimie, 28 bis rue St-Dominique 75007 Paris. ☎ 45 56 79 15

E perche no ?

L'accord de Maastricht n'a pas fini de susciter des interrogations. Ainsi, Alain Juppé imaginait mal un résident européen voter sur son lieu de résidence et, pire, être candidat. Vous voyez, déclarait-il sur TF1, un maire italien dirigeant une de nos villes ? L'honorable secrétaire général du RPR ignore-t-il que La Guardia fut un des plus grands maires de New York ?
Et que c'est l'ancien directeur de l'Opéra de Paris, Massimo Bogianckino qui devint, voici quelques années, maire de Florence ? Sans oublier Giuseppe Garibaldi, élu député français... On est jugulaire-jugulaire, rue de Lille, ou craint-on un concurrent à notre Corrézien ?

J.R.

de Pierre Mauroy une succession d

Pierre Mauroy a quitté la tête du PS en assurant la cohésion du Parti. Avec l'élection de Laurent Fabius, premier secrétaire, commence une nouvelle étape de la vie du PS. Vingt ans après Epinay, le Parti socialiste, doté d'un Projet qui rénove sa doctrine, doit retrouver son unité pour partir à la reconquête de l'opinion. A court terme, il se lancera dans la bataille des régionales avec, surtout, en ligne de mire les élections législatives.

Pierre Mauroy : "J'ai le sentiment, après le congrès de l'Arche, d'avoir aujourd'hui largement rempli ma mission"



J'ai décidé de remettre mon mandat de premier secrétaire à la disposition du prochain comité directeur, qui se réunira jeudi.

Lorsque j'ai été élu premier secrétaire, le 14 mai 1988, j'ai placé mon mandat sous une triple ambition.

- Retrouver notre cohésion, après la division du courant majoritaire qui avait d'ailleurs été à l'origine de mon élection.
- Renouveler notre pensée, comme les bouleversements internationaux et l'exercice du pouvoir, dans la durée, nous l'imposaient.
- Rénover notre Parti, ou plutôt poursuivre la rénovation entreprise après Epinay par François Mitterrand et toujours poursuivie depuis lors.

J'ai le sentiment, après le congrès de l'Arche, d'avoir aujourd'hui largement rempli ma mission. Je suis lucide : pour aucun de ces objectifs, la réussite n'est, bien sûr, totale. Pour certains, cependant, patiemment, pas à pas, beaucoup a été accompli pendant près de quatre ans. Pour chacun d'eux, l'effort demande maintenant à être prolongé et confirmé.

Mais, pour tous ces objectifs, le congrès de l'Arche a marqué une étape décisive. Notre congrès extraordinaire a été une réussite. Le nombre et la chaleur des témoignages que tant de militants m'ont adressés depuis lors l'ont confirmé : ce congrès a répondu à une attente et à une nécessité.

UNE PENSEE RENOUVELEE

Contrairement à la démarche entreprise par les sociaux-démocrates allemands à Bad Godesberg, c'est en gouvernant que nous avons opéré le renouvellement de notre pensée.

Après avoir, en tant que premier ministre, impulsé et assumé le tournant de la rigueur, j'ai souhaité, devenu premier secrétaire, que le Parti socialiste le théorise et approfondisse sa réflexion.

Dès les universités d'été d'août 1988, j'avais souhaité que le Parti engage un débat idéologique. A Rennes, nous avons adopté à l'unanimité une nouvelle déclaration de principes et nous avons pris la décision de préparer un Projet. A la convention nationale de Cachan des 6 et 7 avril 1991, j'ai proposé que ce Projet soit soumis à la délibération de tous les militants et approuvé par l'instance la plus haute et la plus solennelle : un congrès du Parti.

Avec ce Projet, nous avons redéfini notre identité de socialistes, et accompli notre rénovation idéologique. Un texte, largement approuvé après un examen sans complaisance du bilan très positif de la gauche au pouvoir, témoigne de la capacité des socialistes à épouser leur temps sans rien renier de leurs valeurs et de leur perspective historique.

à Laurent Fabius
dans la cohésion

UNE RENOVATION ENGAGEE

S'agissant de notre vie interne, la rénovation du Parti, nous l'avons engagée avec François Mitterrand dès Epinay en 1971. Elle a été poursuivie par Lionel Jospin depuis 1981. Pendant trois ans, mon ambition majeure dans ce domaine a consisté à doter notre Parti des atouts et des outils dont disposent les autres partis sociaux-démocrates.
Un instrument de communication moderne : nous avons créé avec succès "Vendredi". Une action de formation efficace : nous avons mis sur pied le centre Condorcet. Une assise financière solide : nous avons voté la grande loi sur le financement des partis et des campagnes. Un rayonnement international plus puissant : nous avons constitué la Fondation Jean-Jaurès.
Tout cela était indispensable. Mais il manquait à mes yeux l'essentiel : donner aux militants un plus grand rôle dans le fonctionnement du Parti.
En effet, nombreux sont ceux qui ont ressenti et regretté la dérive qui a peu à peu marqué le fonctionnement de nos courants.
Voilà pourquoi je me réjouis très sincèrement de la réforme statutaire que nous avons engagée lors de notre congrès de l'Arche, et qui doit s'appliquer dès notre prochain congrès.
En clair, il s'agit de modifier le mode de désignation des instances dirigeantes de notre Parti -et je l'espère, demain, de ses candidats- en prenant en compte les justes revendications des militants qui souhaitent sortir des rivalités des courants et exercer une responsabilité plus directe.
Cette décision engage une salutaire rénovation de notre fonctionnement dont l'aboutissement dépend désormais de la détermination de chacun.

UNE COHESION RETROUVEE

Le congrès de l'Arche, réussi, est la promesse d'une cohésion retrouvée. A Rennes, les positionnements clanistes ont connu leur paroxysme. J'ai tout mis en œuvre pour que les déchirements soient surmontés et l'unité préservée. Dans ce domaine aussi, pas à pas, des progrès ont été accomplis. Ces avancées sont encore insuffisantes et fragiles comme certaines attitudes, dans les jours qui ont précédé le congrès, l'ont montré. Mais une situation nouvelle s'est néanmoins créée au cours de l'année 1991, symbolisée par l'élaboration du Projet, la tenue du congrès et son succès.
De plus, notre résolution finale a souligné la volonté des socialistes d'appuyer de toutes leurs forces François Mitterrand, dont chacun mesure l'action historique qu'il mène à la tête de notre pays. L'accueil chaleureux réservé à Edith Cresson a montré que le gouvernement pouvait compter sur un soutien déterminé du Parti socialiste.
Le congrès a enfin confirmé notre stratégie de rassemblement de la gauche et de la majorité présidentielle. Il a aussi, et je m'en réjouis, pris en compte la mesure des exigences de l'avenir en appelant à un dialogue avec les écologistes.
Une cohésion retrouvée, une pensée renouvelée, une rénovation engagée, une stratégie réorientée, un soutien au gouvernement et au président réaffirmé : toutes ces considérations m'ont confirmé dans l'idée que la mission que le Parti m'avait confiée et que les objectifs que je m'étais fixés sont aujourd'hui remplis. Ou, plutôt, toutes ces considérations m'ont conduit à l'idée que j'étais désormais en mesure de couronner cette mission, en assurant ma succession dans la cohésion.
C'est pourquoi, après avoir procédé à une large consultation, je ferai une proposition à l'ouverture de notre comité directeur de jeudi.
Notre Parti a la chance de compter en son sein toute une génération dont l'âge et les capacités lui permettent d'avoir les plus hautes ambitions. Ce sont tous ces jeunes qui, depuis Epinay, sont venus en masse élargir nos rangs et donner à notre Parti ses grandes années d'enthousiasme, d'expansion et de confiance. C'est à cette génération qu'il appartient désormais de prendre les plus grandes responsabilités.
Je me suis toujours préoccupé de maintenir le fil de notre histoire et d'assurer la pérennité de nos valeurs. Je me suis toujours efforcé de rassembler et de faire vivre ensemble les différentes composantes du socialisme français. Je me suis toujours préoccupé du destin collectif de notre Parti et du socialisme qui restera, j'en suis sûr, au-delà de l'an 2000, une grande espérance collective mais aussi une éthique de comportement individuel. Je crois, en organisant ainsi l'avenir, continuer à aider les socialistes.
Nous devons tous ensemble préparer avec une grande détermination les échéances qui s'annoncent. Quant à moi, j'entends désormais poursuivre mon action au service de nos valeurs.
Je revendique ma part de fidélité pour accompagner avec tous les socialistes celui par qui tout a été rendu possible depuis les années 70, ma part de vérité pour défendre et faire partager mes idées et, plus simplement, ma part de liberté pour continuer mon combat pour le socialisme, ce combat qui demeure plus que jamais celui de ma vie.

Déclaration devant le bureau exécutif, 7 janvier 1992.

le Parti socialiste rassemblé

Rénover, rassembler, réformer,
tel est le programme que s'est fixé Laurent Fabius,
élu premier secrétaire du PS à une très forte majorité.
Une tâche ardue mais favorisée par le départ préparé de Pierre Mauroy.

Les déterminismes existent-ils en politique ? Toujours est-il qu'après avoir succédé à Pierre Mauroy à Matignon en 1984, Laurent Fabius remplace celui-ci au poste de premier secrétaire du PS huit ans plus tard. Il a été élu, jeudi, par le comité directeur, à une très large majorité, en dépit de onze abstentions (Socialisme et République et la Gauche socialiste).

L'UNITE DES SOCIALISTES

Sa désignation, Laurent Fabius la doit à Pierre Mauroy qui, après trois ans et demi passés à la tête du PS, a décidé de céder sa place. Ce geste qui accélère l'histoire s'explique par le souci du premier secrétaire sortant d'assurer sa succession dans la "cohésion".
Pierre Mauroy quitte ses fonctions en ayant mis en pratique jusqu'au bout le principe qui a toujours guidé sa vie politique : œuvrer à l'unité des socialistes. A l'issue du congrès de l'Arche, estimant avoir rempli son contrat *(voir ci-dessus)* il a donc choisi de se retirer et de proposer la candidature de Laurent Fabius, après avoir annoncé sa décision à François Mitterrand et s'en être entretenu avec les chefs de file des courants. Cette proposition s'accompagnait de la reconnaissance de Michel Rocard comme "candidat virtuel à la présidentielle".
Le 9 janvier, devant le comité directeur, Pierre Mauroy a expliqué : "Si je prends la responsabilité de vous faire une proposition pour un choix qui n'appartient qu'au comité directeur et à chacun d'entre vous, c'est parce que j'ai été

désigné à l'unanimité, à un moment exceptionnel, pour une synthèse que certains jugeaient impossible. Je reste dans le cadre de ce mandat exceptionnel que, tous, vous m'avez confié. (...) Je crois, en organisant l'avenir, continuer à aider les socialistes."
Jean-Pierre Chevènement a fait part de son étonnement de la méthode choisie par Pierre Mauroy : "Nous comprenons sa décision mais nous aurions préféré qu'elle fût annoncée au congrès de l'Arche. Nous sommes en présence d'un arrangement de personnes. (...) Quel est le contenu de l'accord passé ?" Puis, il a conclu en s'adressant à Laurent Fabius : "Nous souhaitons que tu puisses donner une impulsion au Parti pour nous faire comprendre et entendre. Nous jugerons aux actes (...) en restant disponibles pour un accord politique qui soit un accord politique." Quant à la Gauche socialiste, ne voulant pas se renier mais ne souhaitant pas nuire au rassemblement, elle a opté également pour l'abstention...



MISE AU POINT

Lionel Jospin a tenu à faire une mise au point : "Je ne me suis pas associé, ni dans la forme ni sur le fond, au processus un peu étonnant qui conduit à nous proposer la candidature d'aujourd'hui mais je la considère comme un fait acquis. (...) Le courant de pensée que j'anime a toujours été un courant d'unité et je sais, pour avoir été sept ans le premier secrétaire du Parti socialiste, à quel point il est nécessaire de le rassembler. Par notre vote de ce matin, nous en apporterons un nouveau témoignage. Nous espérons qu'il en inspirera d'autres." Puis, il a ajouté : "Je souhaite bonne chance à Laurent Fabius que nous allons élire premier secrétaire. La tâche qui devient la sienne est très exigeante. Nous participerons pleinement à la direction collective du Parti."
Après avoir rendu un hommage appuyé à Pierre Mauroy, Michel Rocard a plaidé aussi pour l'unité du Parti : "Nous sommes désormais largement unis. Pour que cela dure, pour que les mêmes causes ne produisent pas les mêmes effets, il faudra poursuivre la rénovation du Parti, le faire dans l'unité la plus large, avec, comme priorité première, que les courants ne se constituent plus en autant de citadelles et soient avant tout des courants de pensée pour faire vivre notre Projet. (...) Il n'y a pas entre nous des gagnants et des perdants. Ou les socialistes gagnent et nous gagnerons tous ou ils perdraient et tous nous perdrions. A quoi bon un courant prospère dans un parti délabré ? (...) Nous sommes tous héritiers de la même histoire. C'est à poursuivre cette histoire, à l'enrichir encore, que nous allons travailler et travailler ensemble. Ce n'est pas un axe majoritaire, c'est une nouvelle manière de faire vivre la synthèse. Aujourd'hui, nous achevons ce qui avait bien commencé à l'Arche. Aujourd'hui, nous achevons d'effacer Rennes."

QUELQUES REAMENAGEMENTS

Dans un premier temps, l'arrivée -prévue pour mardi- de Laurent Fabius rue de Solferino ne devrait pas se traduire par de nombreux changements à la direction du PS. En effet, elle ne découle pas de la tenue d'un congrès et ne s'inscrit donc pas dans le cadre d'une modification des rapports de force internes. Le secrétariat national devrait subir quelques réaménagements mais pas de gros bouleversements. Henri Emmanuelli sera la candidat socialiste à la présidence de l'Assemblée nationale, Gérard Lindeperg deviendra le numéro deux du Parti et André Billardon occupera un poste de conseiller spécial auprès de Laurent Fabius. Enfin, Jean Le Garrec fera son entrée au bureau exécutif et au secrétariat national.
Michel Rocard se voit gratifier du titre de "candidat virtuel" du PS pour la prochaine présidentielle Une appellation très contrôlée qui place d'ores et déjà l'ancien premier ministre aux avant-postes de la compétition élyséenne mais ne lui garantit pas pour autant de porter les couleurs du PS, même si Laurent Fabius l'a assuré de sa "loyauté". D'ici à 1995, la route est encore longue et la vie politique réserve souvent des rebondissements inattendus...
Pour Laurent Fabius, qui convoitait avec obstination le poste de premier secrétaire, cette élection est une victoire... que doit savourer également François Mitterrand. A 46 ans, le nouveau leader du PS cumule jeunesse et expérience politique. Sa tâche ne sera pas aisée, comme il l'a reconnu lui-même devant le comité directeur, compte tenu de l'état de la gauche et du PS. Mais il a développé un programme "Rénover, rassembler, réformer" *(voir ci-après)* que le PS doit impérativement mettre en œuvre pour espérer franchir avec succès les prochaines échéances électorales. Comme l'a dit Michel Rocard : "Au travail !"

Jean-Pierre Bedeï

"Je serai le premi

Me voilà donc, par votre décision, élu premier secrétaire de notre parti.
Je souhaite vous adresser mes remerciements très chaleureux, à chacune et à chacun, à vous tous, membres du comité directeur, et particulièrement, vous le comprendrez, à celui qui m'a précédé dans cette fonction, a proposé mon nom à votre approbation, commencé d'apaiser les plaies de Rennes, et accompli avec un sens éminent de l'intérêt du Parti une tâche très importante dans une période difficile. Merci profondément à l'homme de la fidélité et de la dignité, merci à Pierre Mauroy. Vous comprendrez aussi que mes premières pensées aillent à ceux dont nous sommes les représentants, les militants du Parti socialiste. Ceux d'aujourd'hui qui peuvent -même s'il s'agit de l'application stricte de nos statuts- éprouver une certaine frustration de seulement participer de loin à des décisions importantes pour notre collectivité, mais aussi les militants d'hier et de demain devant lesquels nous sommes comptables. (...)
Il nous faut -et c'est à animer cette tâche que vous m'avez appelé- rénover, rassembler, réformer.
Rénover les idées, d'abord. Montrer que non seulement l'idéal socialiste n'est pas dépassé, mais qu'il offre la meilleure grille de compréhension et d'organisation de l'avenir. Au congrès de l'Arche, il y a un mois, nous avons entrepris cette rénovation idéologique. Il faut la consolider et l'approfondir, en l'élargissant aux autres forces de progrès. (...)



Laurent Fabius : er secrétaire de tous"

Rénover l'organisation. Un important travail a été engagé. (...) Mais beaucoup reste à faire pour que notre parti devienne l'acteur social et le communicateur dont notre démocratie a besoin, capable, par son rayonnement intellectuel, sa capacité de propositions, son aptitude à créer l'événement, sa présence sur le terrain, d'influer efficacement sur l'opinion publique. Cela suppose une bonne organisation de notre vie interne. Je souhaite qu'on avance et qu'on dépasse les affrontements proportionnalistes dans la désignation d'une partie significative au moins des responsables. Je m'attellerai avec vous à cette réforme.

Rénovation, enfin, de nos pratiques. Un parti de militants et un parti des militantes. Militants et militantes : car là, sur les responsabilités des femmes dans notre organisation, on est très loin du compte. Ne réouvrons pas le sempiternel débat. Je demande un peu de temps pour progresser. Mais je demande, ce temps écoulé, qu'on juge aux résultats une avancée qui peut être la plus significative de toutes pour traduire concrètement notre volonté de transformation sociale. Nous pouvons développer cela en l'adaptant aux temps nouveaux, en donnant la parole aux militants, en les rencontrant, en les écoutant, en les informant, en les associant, en leur rendant des comptes. En ne séparant jamais les militants et les élus car les élus sont les premiers des militants. En réoccupant le domaine social que nous avons parfois déserté. (...)

Rénover et rassembler. (...) Le PS, c'est un parti et c'est une "famille politique",



et le propre des familles, c'est que, divisées dans les moments où tout va bien, elles savent se ressouder dans la tourmente et les grands combats. J'irai au-delà : en même temps que l'unité, ce que nous devons essayer de retrouver, c'est la fraternité. (...)

Je n'ai pas de recettes miracles à offrir, mais un état d'esprit à proposer. Ensemble, nous devons donner le signal d'un nouveau cours qui fera sa place à chacun. Je serai le premier secrétaire de tous.

Le rassemblement ne doit pas s'arrêter à nos portes. Le PS doit être davantage ouvert sur l'extérieur. (...) La gauche n'est pas seulement désunie, elle est dispersée : pour rassembler la nébuleuse de la majorité présidentielle, des communistes refondateurs, des écologistes responsables, des associations antiracistes, des militants des droits de l'homme, des combattants de la laïcité, des syndicalistes de progrès, il faut le sens de la complexité, la passion du débat et du dialogue. (...)

Enfin et d'abord, réformer. Car là est le sens de notre action. Un parti pour un parti, cela n'aurait pas de sens. La gauche, c'est d'abord la réforme. Telle est la tâche d'Edith Cresson et du gouvernement auxquels je voudrais confirmer avec chaleur l'appui des socialistes. (...) L'une de nos tâches, ce sera précisément de développer la cohérence entre le gouvernement et le parti, par le dialogue et la concertation. (...)

Cette ambition réformatrice, transformatrice, c'est notre colonne vertébrale. Car il n'est pas exact que tous les clivages politiques sont dépassés. Certains le sont, oui, et c'est bien. Mais d'autres non, et c'est la loi de la démocratie : ou bien l'on croit que la liberté, et elle seule, est créatrice et qu'elle doit balayer tout, ou bien l'on croit -c'est le message de la gauche- qu'il est artificiel de séparer liberté et solidarité, que l'une ne peut pas aller sans l'autre. (...)

Je sais que Michel Rocard partage fortement ces convictions. Je veux lui dire à mon tour, reprenant l'expression réfléchie de Pierre Mauroy, combien, pour les grandes élections à venir, il porte l'espoir des nôtres et plus largement celui de très nombreux Français et qu'il peut compter sur ma loyauté.

Quelles sont nos tâches immédiates ?

A trois semaines, nous mettre en ordre de bataille pour les échéances électorales qui viennent (plus de vingt-cinq listes pour les élections régionales restent à arrêter) ; dynamiser tous nos élus nationaux et locaux qui sont une force considérable et vivante, retrouver le chemin des marchés et des cages d'escalier pour dialoguer avec les Français ; développer la mobilisation contre l'extrême droite et contre les alliances que la droite voudrait passer avec elle ; publier notre Projet et le diffuser. Ce sera fait.

A trois mois, mener la difficile campagne cantonale et régionale ; engager le débat sur Maastricht ; faire progresser nos méthodes de travail nationales ;



commencer la préparation de notre programme pour les législatives de 1993 en passant du Projet au programme, étant entendu que, sur la question du mode de scrutin, nous avons réaffirmé notre position dans la résolution finale de notre congrès extraordinaire, et que je ne vois pas de raison de changer la position adoptée à la quasi-unanimité du Parti.

D'ici à la fin de l'année, développer et préciser nos contacts avec la majorité présidentielle et les forces de progrès : appuyer les novations institutionnelles qui seront proposées aux Français ; préparer le déroulement des législatives ; avancer la réflexion sur la structure européenne qui sera nécessaire pour les partis socialistes et sociaux-démocrates. Cette liste n'est pas exhaustive. (...)

Au moment où on commence une nouvelle tâche, il y a des êtres qui s'imposent et des mots.

En cet instant, je pense à François Mitterrand. (...) Ce parti est son parti. Et moi, je m'inscris clairement dans la fidélité à François Mitterrand. (...)

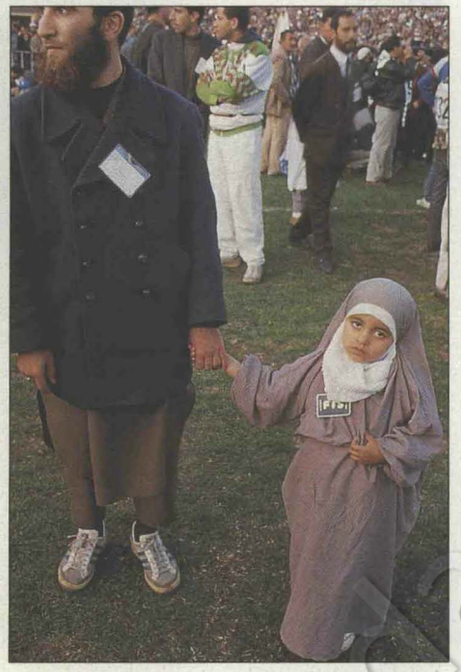
Quant aux mots, au moment où commence cette tâche, j'ai envie de dire : courage et humilité. Les choses ne seront pas faciles. (...)

Voilà la perspective. Elle se traduit par quelques mots simples : rénover, rassembler, réformer, construire, ensemble et avec beaucoup d'autres, en même temps, le Parti socialiste, la gauche et la France de l'an 2000.

Déclaration devant le comité directeur 9 janvier 1992 (extraits).

Algérie : le sursaut de la démocratie

Heures difficiles. Les premières élections pluralistes ont vu la victoire du FIS, qui frôle la majorité absolue, l'échec du FLN (23%) et une abstention élevée (36%). Le FFS (7%) sauve l'honneur. Le second tour amènera-t-il une république islamiste ?



La ré-arabisation du pays fut l'objectif obligé de toute réforme du système éducatif.

Les raisons de la poussée du Front islamique du salut (FIS) sont d'ordre économique et culturel. Devant l'échec d'une économie administrée, le président Chadli a engagé son pays dans l'économie de marché qui sécrète, par nature, des injustices et des inégalités que l'Etat, lui-même appauvri, ne peut plus combattre par des mesures sociales. Le résultat est simple : des produits de plus en plus rares et chers, une crise du logement, un chômage qui s'amplifie, un système de santé dégradé. Cette situation explique, à elle seule, la défaite du FLN, rendu responsable, puisqu'il exerce seul le pouvoir depuis 30 ans. Elle explique aussi l'impact du FIS, qui a su incarner, depuis 1989, l'opposition la plus intransigeante au pouvoir et organiser, à travers tous les quartiers des grandes villes, des réseaux de solidarité permettant aux plus démunis de survivre.

Interviendront également les facteurs culturels. De tous les pays du Maghreb colonial, c'est l'Algérie qui a fait l'objet de la plus grande tentative de déculturation. Dans les départements français d'Algérie, la langue arabe était ravalée au rang de langue étrangère de seconde zone ! Aussi la ré-arabisation du pays fut-elle l'objectif obligé de toute réforme du système éducatif dès le premier jour de l'indépendance. Dans les faits, un enseignement à deux vitesses se mit en place, l'un élitiste et de qualité où la prédominance allait au français, l'autre "bon pour le peuple", enseignement de masse et au rabais que les responsables "arabisaient" d'autant plus volontiers que leurs propres enfants y échappaient.

De même, l'enseignement supérieur a-t-il produit des élites francophones occupant les meilleurs emplois, tandis que des diplômes arabisés étaient distribués à des masses d'étudiants condamnés au chômage. S'ajoutent les effets pervers du voisinage physique et télévisuel de la France, qui présente l'image d'une inaccessible société de consommation et de sa connaissance approximative du monde arabe. On en arrive à s'étonner que, dans un tel contexte, seuls 3,2 millions d'électeurs sur les 13,2 millions d'inscrits aient voté pour le FIS.

Plusieurs questions se posent alors pour demain.

La victoire du premier tour est-elle réversible ? On peut imaginer que les 41% d'abstentionnistes et les 53% d'électeurs qui n'ont pas voté islamiste se mobilisent autour des candidats FLN pour faire barrage au FIS. Mais ce serait faire fi du rejet profond du FLN. Le FIS aura donc vraisemblablement la majorité absolue des sièges au Parlement au soir du deuxième tour, si rien ne bouge d'ici là.

Cette victoire sera-t-elle acceptée ? Le président Chadli a tenu sa promesse de conduire l'Algérie à la démocratie. Sera-t-il, comme Gorbatchev, balayé par les réformes ? Il dispose des armes constitutionnelles qui lui permettent, théoriquement, de tenter une cohabitation avec un gouvernement issu du FIS et de juguler toutes les velléités de dérapage anticonstitutionnel. Mais on imagine alors l'attitude, à la fois spontanée et habilement orchestrée, des foules islamistes ainsi frustrées de leur victoire !

Du côté des forces politiques "modernistes", qu'elles soient au FLN ou chez les "démocrates", acceptera-t-on de laisser le pays glisser d'un parti unique à l'autre, balayant en quelques jours la démocratie naissante et les espoirs suscités ? L'acceptera-t-on davantage au sein de la société civile où, depuis deux ans, syndicalistes, intellectuels, journalistes et autres se sont lancés à corps perdu dans l'aventure démocratique ? Mais ces forces politiques et sociales sont divisées, parfois irrémédiablement opposées. Que pèseront-t-elles par rapport à la détermination des islamistes ?

Et l'armée ? Elle est, en dehors du FIS, la seule force organisée. Elle a joué loyalement, avec Chadli, le jeu de l'ouverture démocratique. Ses chefs ont maintes fois laissé entendre qu'ils ne toléreraient pas une déviation théocratique. Mais l'armée, ce sont aussi ses officiers subalternes et ses conscrits qui n'échappent pas aux divisions du peuple algérien. Si les chefs de l'armée décidaient de mettre en cause les résultats des élections, les troupes suivraient-elles ?

AIT AHMED : "NOUS REFUSONS LA REPUBLI

A la veille du second tour, le leader du

Comment expliquez-vous le raz-de-marée du FIS ? N'est-ce pas une déception pour vous comme pour nous ?

Le succès du FIS est très relatif puisqu'il ne représente que 24% des inscrits. Il accuse même une perte de deux millions d'électeurs par rapport aux élections municipales.

En réalité, il est minoritaire dans le pays. Le vote FIS s'explique de plusieurs façons. Le chef du gouvernement a joué à pile ou face en optant pour le scrutin uninominal à deux tours, ce qui participait d'une logique suicidaire. Les résultats le démontrent amplement. En août dernier, le FFS avait proposé un scrutin proportionnel sur la base de la willaya. Le gouvernement a cru pouvoir nous faire obstacle en en décidant autrement, alors même que le FLN s'auto-intoxiquait. Il croyait gagner les élections municipales, puis les législatives. Il les a perdues toutes les deux. En outre, une forte démobilisation due à la hausse des prix et à une propagande effénée sur "le maintien de l'ordre" a entraîné une formidable abstention (36%), qui a joué en notre défaveur. Bref, tout a été fait pour empêcher l'émergence d'un grand parti démocratique, y compris la non-distribution de 900.000 cartes d'électeurs, le million de bulletins de vote nuls (pour cause de complexité) et le découpage électoral qui nous a privés d'une quarantaine de sièges.

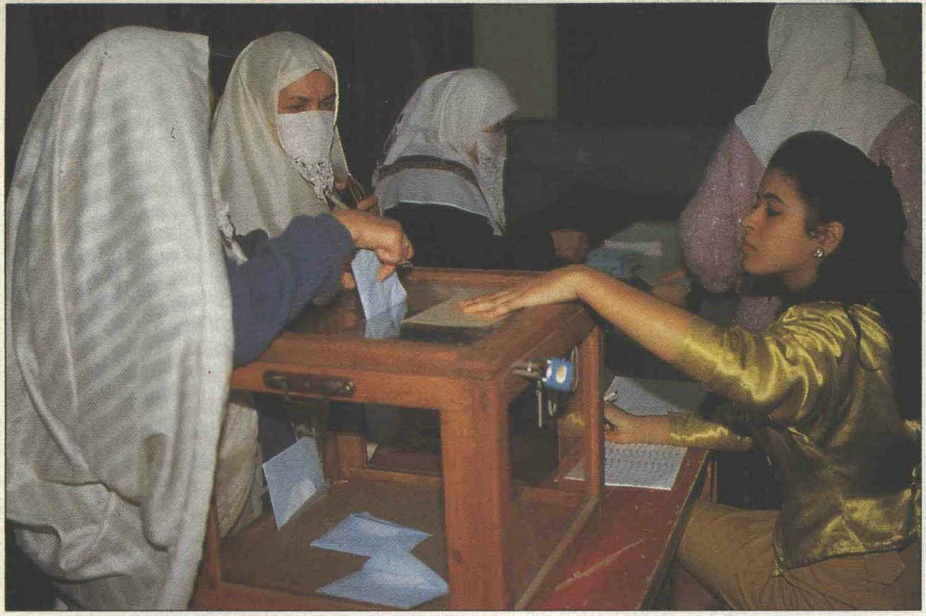
Mais je pense qu'il n'y a pas de quoi paniquer. Tout est encore possible.

Le succès de la manifestation des démocrates peut-il influer sur le résultat du second tour ?

La manifestation organisée par le FFS, et à laquelle j'ai appelé, va, en tout cas, décider les abstentionnistes à voter. Là où nous sommes en ballottage, nous pouvons l'emporter. Nous avons exigé de nouveaux bulletins de vote et un plus strict contrôle du scrutin pour éviter les pressions terrorisantes du FIS. On peut éviter que le FIS obtienne la majorité des deux tiers et même la majorité absolue. Le FFS peut constituer une force de blocage et apparaître comme la seule solution de rechange au FIS, le FLN ayant perdu toute légitimité.

Envisagez-vous cependant, pour barrer la route du FIS, d'appeler à voter FLN ?

Non. Nous refusons la république intégriste comme l'Etat policier. Nous étudierons cas par cas la situation sur le terrain pour battre l'intégrisme.



▲ *" S'il est vrai que les femmes ont très peur, elles ne baissent pas les bras, elles ne se résignent pas."*

Et, s'il en était ainsi, les Algériens échapperaient donc à la dictature théocratique pour tomber dans une dictature militaire, même parée des atours d'un modernisme à la Mustapha Kemal...

LA VIGILANCE S'IMPOSE

Les réalistes peuvent être tentés de laisser se dérouler "l'expérience" islamiste, persuadés que les divisions internes de la nouvelle majorité -qui sont réelles- et l'impossibilité où elle se trouvera de répondre rapidement aux aspirations populaires, entraîneront très vite le discrédit des nouveaux dirigeants, ouvrant enfin la voie à un véritable choix démocratique. Pari hasardeux : trop de peuples ont fait l'expérience qu'un parti totalitaire ne lâche pas aussi facilement les rênes du pouvoir.

L'ère qui s'ouvre est cruciale pour l'avenir du peuple algérien et pour le Maghreb. Car l'onde de choc peut atteindre très vite la Tunisie et le Maroc dont les régimes, comme le régime algérien, sont tenus pour responsables de tous les maux tandis que les islamistes du crû, aujourd'hui réprimés, y engrangent aussi la désespérance des peuples. Cet avenir paraît aussi inquiétant pour la région de la Méditerranée occidentale, qui risque d'être déstabilisée au moment où les dix Etats qui la bordent prennent conscience des solidarités qui unissent le destin de leurs peuples.

Face à cet océan d'incertitudes, quelle peut être l'attitude de la France ? D'abord réaffirmer avec force que, quels que soient les choix du peuple algérien, il reste notre ami. Ensuite, participer pour peu qu'on nous le demande et sans nos frilosités habituelles, à tout projet de partenariat visant au développement de l'économie et de la société algérienne.

Enfin, en France même, contre les dérives méprisantes et racistes auxquelles conduisent notre méconnaissance des peuples du Maghreb, et condamner toute atteinte à la démocratie et aux droits de l'homme dont seraient victimes tout ou partie du peuple algérien. Et aider sans relâche toutes les forces qui continueront à se battre, sur place ou en exil, pour la liberté des hommes et des femmes d'Algérie.

Georges Morin

"QUE INTEGRISTE COMME L'ETAT POLICIER."

FFS, donne son analyse confiante.

Certains demandent l'annulation du second tour et l'intervention de l'armée...

Les partis satellites, laminés par le verdict des urnes, n'hésitent pas, en effet, à faire du pied à l'armée et en appellent même à la guerre civile. Comment s'auto-proclamer démocrate quand, par le refus du deuxième tour, on veut mettre fin au processus démocratique et, du même coup, légitimer le pouvoir en place ?

Quant à nous, nous lutterons pour le respect et la poursuite des échéances électorales et continuerons à mobiliser autour du FFS le peuple démocrate. Pour ce qui est de l'armée, on se serait attendu à plus de considération à son égard de la part de tous ces stratèges en chambre qui l'ont déjà dangereusement impliquée par deux fois.



▲ *Alger, 6 janvier. Manifestation du FFS contre l'intégrisme.*

Pensez-vous que le FIS, s'il l'emportait, accepterait le jeu démocratique ?

Il a prouvé le contraire en faussant les élections par des pressions et des trucages. Il appartiendra au président de la République de jouer son rôle.

La Constitution permet de protéger la démocratie et d'empêcher d'ouvrir les portes de l'Etat aux forces totalitaires.

Les événements d'Algérie peuvent-ils avoir une résonnance dans les pays proches ?

Tout ce qui se passe en Algérie aura, en bien ou en mal, des répercussions importantes sur son environnement. Il est temps de construire le Maghreb démocratique.

Propos recueillis par G.T.

LES FEMMES MENACEES DANS LEURS ASPIRATIONS

Le sentiment d'une femme engagée : Hamida Bel Sabia Halima, membre du conseil national du FFS

A propos de la manifestation de vendredi dernier, on a parlé d'électrochoc. Les femmes, en particulier, ne sont-elles pas en état de choc ?

S'il est vrai que les femmes ont très peur, elle ne baissent cependant pas les bras, ne se résignent pas. Leur participation massive à la manifestation de vendredi a surpris tous les observateurs. Elles ont démontré leur détermination, à tel point que nous avons nous-mêmes été étonnés par cette multitude de femmes scandant "non à la résignation".

Ces femmes sont-elles bien organisées ?

Depuis 1988, il existe des associations féminines demandant l'abrogation du Code de la famille, essentiellement un petit noyau algérois intellectuel, au pouvoir jusqu'alors assez limité. Mais le mouvement s'étend considérablement. La semaine précédant l'ouverture de la campagne, les femmes ont obtenu l'abrogation de l'article 54 qui permettait à leur mari de voter en leur nom par procuration. Malheureusement, contre toute attente, l'abrogation de ce texte a desservi les démocrates, alors que le FIS s'est largement mobilisé, emmenant de façon systématique leurs femmes aux urnes. C'est ainsi que notre campagne pour le second tour est avant tout une démarche pédagogique pour inciter l'ensemble de l'électorat féminin à voter.

Que signifierait l'arrivée du FIS au pouvoir pour les femmes ?

Le FIS prêche le retour des femmes à la maison, l'intention réelle étant de donner les pleins pouvoirs aux hommes. Le discours du FIS est d'autant plus dangereux qu'il se veut sécurisant. Dans un pays où la crise économique et le chômage sont omniprésents, dire : "Restez chez vous, ne vous inquiétez pas, nous allons nous occuper de tout" peut rassurer un certain nombre de femmes angoissées par l'avenir. Ce sont ces mêmes femmes qui sont sensibles à l'argument selon lequel on réglera d'autant mieux les difficultés qu'elles sauront garder leur place, sous-entendu vos aspirations d'égalité des droits dans le travail, par exemple, précipiteraient le pays au bord du précipice. Cet appel à se reposer sur l'homme séduit les plus vulnérables. Mais les femmes algériennes, dans leur grande majorité, aspirent aujourd'hui à l'égalité dans le travail, l'égalité devant le salaire. Elles revendiquent également le droit d'occuper seule un appartement. A ce jour encore, il est très difficile de mener à bien un tel projet, le mariage restant pour une femme algérienne l'aboutissement d'une vie. Pourtant, la femme des villes, qu'elle soit d'Alger ou d'Oran, est une femme très libérée et, pour elle, la menace que fait peser le FIS est stupéfiante.

Les aspirations des femmes sont multiples et très diverses, selon le FFS, quelles sont les mesures prioritaires ?

Sans conteste, il s'agit de l'abrogation du Code de la famille et la mise en place de lois civiles qui permettent aux femmes d'être citoyennes à part entière.

Il s'agit également d'organiser des campagnes de contraception, en effet, actuellement autorisée, la contraception est de fait réservée aux femmes des grandes villes, faute d'une information appropriée dans l'ensemble du pays. Urgence également pour toutes ces femmes en détresse qu'il faut aider. Le droit au divorce pour la femme se solde inéluctablement par une mise à la porte de chez elle. Elle peut, il est vrai, obtenir le droit de garde de ses enfants mais se retrouve inévitablement à la rue.

Alors, aujourd'hui, pour toutes ces femmes, pour toutes ces citoyennes que l'on veut bâillonner, le Front des forces socialistes est le parti de la victoire.

Propos recueillis par Françoise Lorrain



de l'URSS à la Communauté des Etats indépendants

Le jour de Noël, Mikhaïl Gorbatchev a fait ses adieux télévisés au "peuple soviétique". Puis, l'homme de la perestroïka a discrètement quitté un Kremlin au-dessus duquel flotte désormais le drapeau tricolore de la Russie.

Une période cruciale de l'histoire de l'humanité s'achève. Après soixante-dix années d'une dictature qualifiée par beaucoup "d'Empire du mal", l'Union des républiques socialistes soviétiques a vécu, emportant avec elle celui qui présidait à sa destinée. Déjà, le putsch manqué du 19 août 1991 avait précipité l'agonie d'une "Union" contestée par la majorité de ses composantes, incapable de maintenir la paix intérieure et qui n'assurait plus à son tiers monde les compensations qu'il était en droit d'attendre. Si les républiques baltes y ont gagné leur liberté, mettant un terme à un demi-siècle de domination soviétique, les autres républiques, désormais, "indépendantes et souveraines", se sont bientôt retrouvées devant un vide vertigineux.

Pouvait-on se contenter, comme le suggéraient certains, de relations bilatérales entre les républiques dont les économies avaient été intégrées jusqu'à la caricature ? Comment sortir de la crise monétaire qui secoue aujourd'hui tout le territoire de l'ex-URSS ? Par le rétablissement d'un rouble dévalorisé, en proie à une hyperinflation digne de certains pays latino-américains ou par la création de monnaies républicaines ? Comment coordonner une réforme des prix devenue indispensable sur fond de pénurie et de spéculation ? Comment régler les conflits sanglants qui opposent Arméniens et Azéris, Géorgiens et Ossètes : les conflits latents qui pourraient naître ou s'exacerber ailleurs ? Comment, enfin, régler le sort de l'Armée rouge devenu orpheline après la disparition de facto de l'URSS ? Problème humain, certes, d'officiers et de soldats confrontés à de nouveaux pouvoirs de tutelle, qui affirment désormais leur prééminence sur un Etat fédéral inexistant mais, avant tout, problème stratégique qui plonge le reste du monde dans l'inquiétude. Qui, en effet, détiendra le pouvoir de décision nucléaire ? Quel sera l'avenir des armes tactiques ? Autant de questions auxquelles les réunions de Belovej (Biélorussie) et d'Alma Ata (Kazakhstan), les 8 et 21 décembre 1991, ont tenté d'esquisser les réponses que Mikhaïl Gorbatchev, isolé au centre d'un Kremlin qui semblait le seul territoire sur lequel il avait encore quelque autorité, ne pouvait plus apporter.

La création de la Communauté des Etats indépendants, qualifiée un peu rapidement "d'Union slave", le 8 décembre, par la Biélorussie, la Russie et Ukraine a entraîné huit autres républiques : les républiques d'Asie centrale, la Moldavie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à rejoindre la nouvelle "Union" le 21 décembre. Mais l'avenir de cette communauté rassemblée à la hâte reste problématique.

Si la question des armes stratégiques semble provisoirement réglée -Boris Eltsine détient formellement le pouvoir de décision sur l'arme qu'il partage, en fait, avec ses partenaires dotés de l'arme nucléaire- la question du devenir de l'armée soviétique reste entière. Aujourd'hui, chaque république "nationalise" les forces armées qui se trouvent sur son territoire. Pour les uns, il s'agit avant tout d'affirmer sa souveraineté ; pour les autres, de se doter des moyens de la guerre. La dangereuse tension qui se développe entre la Russie et l'Ukraine, les deux poids lourds de la Communauté, en particulier pour le contrôle de la flotte de la mer Noire que l'Ukraine voudrait s'approprier entièrement, est lourde de dangers. Elle laisse présager une transition moins idyllique que ne le prévoyaient tous ceux qui voulaient croire au triomphe de la raison, au lendemain de la défaite des putschistes le 21 août 1991.

Mais aujourd'hui, les citoyens des nouvelles républiques ont d'autres sujets de préoccupation. Le 2 janvier, une hausse de prix, terrible et inéluctable, s'est abattue sur des populations appauvries et fatiguées. La valse des étiquettes affecte tous les produits, en particulier l'alimentation, qui subit des augmentations de 300 à 400%. Dans ses vœux pour une nouvelle année, Boris Eltsine a annoncé à la population russe des "mois de grande difficulté".

Nous ne pouvons que souhaiter que les républiques avec lesquelles la France souhaite nouer des relations diplomatiques sachent trouver la capacité de s'engager sur le chemin de la démocratie. Leur avenir, et le nôtre, en dépend.

Charles Urjewicz

BREF... EN BREF... EN

■ Le Conseil de sécurité condamne Israël.
La résolution 726 condamne fermement et à l'unanimité la décision israélienne de bannir douze Palestiniens des territoires occupés, après le meurtre d'un colon israélien.
Le Conseil de sécurité demande à l'Etat hébreu de revenir sur sa décision.
Celle-ci avait conduit les délégations arabes à retarder leur départ pour Washington, où les négociations de paix devaient reprendre le 7 janvier.
On savait que la paix serait difficile à construire. Elle l'est.
Les délégations arabes ont cependant annoncé qu'elles allaient reprendre les négociations.

■ Le 15e cessez-le-feu yougoslave sera-t-il le bon ?
Pour la première fois depuis le début de la guerre, il a tenu quelques jours.
Le nouveau secrétaire général de l'ONU, M. B. Boutros-Ghali a annoncé l'envoi immédiat de 50 "officiers de liaison", chargés d'assurer l'application du cessez-le-feu à laquelle l'ONU conditionne le déploiement de quelque 10.000 casques bleus en Croatie.
Toute la question est cependant de savoir comment il peut se réaliser :
les milices paramilitaires accepteront-elles de se retirer des territoires conquis ?
La mort de cinq observateurs de la CEE, dont l'hélicoptère a été abattu par l'armée fédérale ne fragilisera-t-elle pas le processus de paix ?

■ Cambodge : les casques bleus onusiens tardent à se rendre à Phnom-Penh, où des signes de désagrégation du pouvoir se font sentir, au lendemain de l'accord signé sous l'égide de l'ONU.
L'envoi du représentant du secrétaire général tarde aussi.
Au Cambodge également, la guerre est plus rapide que la paix.

DOSSIER

LES DICTATURES QUI SE CRAMPONNENT

Le vent des démocraties qui a soufflé sur l'Europe depuis une quinzaine d'années, Grèce, Portugal, Espagne, puis sur l'Amérique latine et enfin sur l'Europe de l'Est et l'Afrique noire, a entraîné un bouleversement géopolitique considérable. N'oublions pas que de nombreux pays restent soumis à des régimes dictatoriaux. Les droits de l'homme n'y sont pas respectés.



Les dictatures connaissent aussi de graves difficultés économiques : l'appareil de répression policier et le surarmement coûtent cher, la corruption fait souvent que les investissements ne se font pas dans les secteurs productifs. La crise économique est souvent une des causes essentielles de l'effondrement des dictatures.

Voici un échantillon varié de pays, dont, en général, on parle peu. Le cas de la Birmanie a déjà été évoqué dans ces colonnes. Cette fois-ci, deux dictatures communistes, la Corée du Nord et Cuba, une dictature patriarcale traditionnelle, le Malawi, et une dictature d'un genre nouveau, mais qui a malheureusement tendance à faire tache d'huile, une dictature fondamentaliste islamique, le Soudan.

◆ COREE ◆ DU NORD

Ce pays est une perle rare : un exemple pur d'un "véritable paradis socialiste" de type stalinien authentique, où le peuple, enfin libéré de l'esclavage capitaliste, vit dans le bonheur achevé. Qu'on en juge... Le grand leader Kim Il Sung, qui préside aux destinées du pays depuis sa création, a été réélu en 1990, pour la dixième fois, à l'unanimité, à l'âge officiel de 78 ans, sans opposition naturellement. Etant donné son âge avancé il a, bien sûr, comme tout chef digne de ce nom, pensé à sa succession. Et qui d'autre pourrait assumer cette lourde tâche mieux que son propre fils, désigné depuis plusieurs années déjà comme successeur officiel, et qui vient d'être nommé, en décembre 1991, commandant des forces armées (on n'est jamais trop prudent, "l'ennemi capitaliste" est là, tapi dans l'ombre, et attend son heure) ?

En attendant, sous cette direction éclairée, la Corée du Nord est devenue un des pays les plus militarisés au monde. On estime que le budget militaire représente jusqu'à 50 à 60% du budget total. Le nombre d'hommes en armes fait de l'armée nord-coréenne une des premières au monde. Depuis que le satellite français Spot a révélé un certain nombre de constructions dont tous les experts occidentaux s'accordent à dire qu'elles ressemblent étrangement à des installations nucléaires militaires, les dirigeants européens, américains, mais aussi bien sûr japonais et coréens du Sud, commencent à s'inquiéter très sérieusement des capacités nucléaires de la Corée du Nord. Car l'expérience a prouvé dans le passé, à plusieurs reprises, que la direction du pays était prête à tout pour se "défendre". Ainsi, l'attentat contre

Dossier préparé par Axel Quéval

un avion de la Korean Airlines qui avait fait 150 morts, et surtout, celui de Rangoon, où une dizaine de ministres de Corée du Sud avaient trouvé la mort -le premier ministre lui-même n'y échappant que de justesse- avaient fait frémir le monde entier. En outre, les services secrets coréens du Nord ont essayé de s'implanter dans de nombreux pays dictatoriaux d'Afrique noire, où ils ont laissé des souvenirs plus que mitigés. Les témoignages foisonnent de leurs agissements néfastes (tortures raffinées, pressions physiques et morales, etc.).

Il faut dire qu'ils ont eu tout le temps de s'exercer sur la population coréenne proprement dite. En effet, celle-ci est particulièrement bien "encadrée". Dès la naissance, chaque habitant est répertorié au sein d'une des trois catégories suivantes : les amis du régime, les ennemis du régime et ceux qui ne sont pas tout à fait ennemis du régime, mais à qui on ne peut tout de même pas faire confiance. Ainsi, dès le berceau, l'avenir de tout un chacun est déjà tracé. Par la suite, chaque Coréen du Nord se verra attribuer un emploi, un logement, des coupons de rationnement, et ainsi de suite, en fonction de ses "mérites". George Orwell a très bien décrit cela...

■

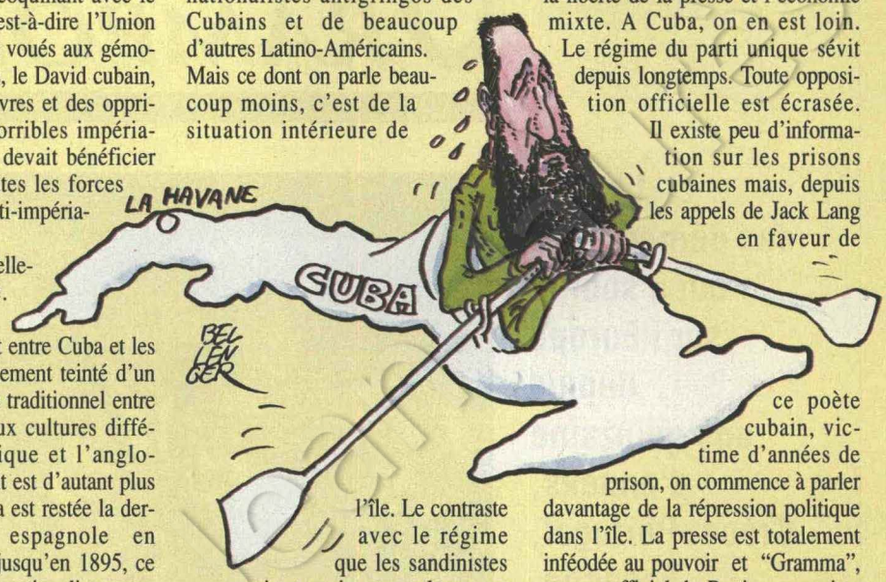
◆ CUBA ◆

Les analyses objectives de ce qui se passe à Cuba ont beaucoup souffert du conflit chargé de symboles entre ce pays et les Etats-Unis. Pour les uns, les dirigeants de La Havane, qui osaient narguer la puissance américaine en s'acoquinant avec le diable incarné, c'est-à-dire l'Union Soviétique, étaient voués aux gémonies. Pour d'autres, le David cubain, défenseur des pauvres et des opprimés contre les horribles impérialistes américains, devait bénéficier du soutien de toutes les forces progressistes et anti-impérialistes.

La vérité est naturellement tout autre.

Il est incontestable que le conflit entre Cuba et les Etats-Unis est fortement teinté d'un conflit nationaliste traditionnel entre deux mondes, deux cultures différentes, l'hispanique et l'anglo-saxonne. Ce conflit est d'autant plus exacerbé que Cuba est restée la dernière colonie espagnole en Amérique latine, jusqu'en 1895, ce qui explique qu'un nationaliste espagnol bon teint et très marqué à droite, comme Fraga Iribarne, se soit fait, il y a encore quelques semaines, l'avocat de Fidel Castro face aux méchants Américains. Il est tout aussi incontestable que l'absurde acharnement des Américains à vouloir à tout prix maintenir un embargo contre Cuba ne fait que renforcer ce régime en exacerbant les sentiments nationalistes antigringos des Cubains et de beaucoup d'autres Latino-Américains.

Mais ce dont on parle beaucoup moins, c'est de la situation intérieure de



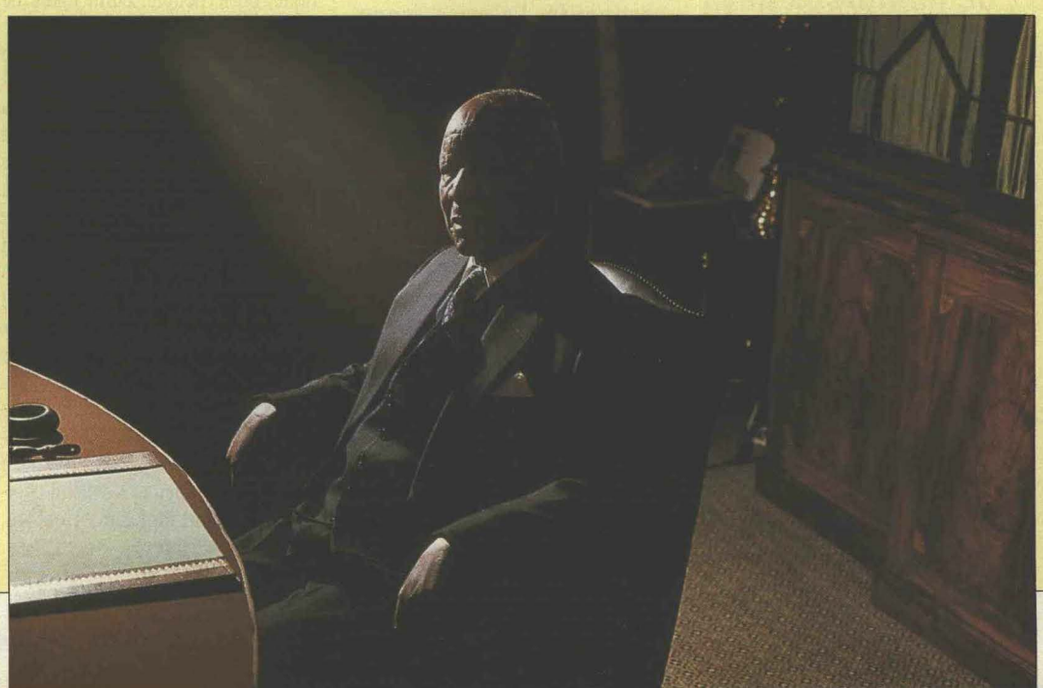
l'île. Le contraste avec le régime que les sandinistes avaient mis en place au Nicaragua, à l'époque où ils y exerçaient le pouvoir, est particulièrement frappant. Même si la démocratie "à la sandiniste" était loin d'être parfaite (mais, à part le Costa Rica, aucun des pays voisins ne peut réellement être considéré comme démocratique), il faut remarquer que les sandinistes ont toujours voulu préserver le pluralisme politique, la liberté de la presse et l'économie mixte. A Cuba, on en est loin. Le régime du parti unique sévit depuis longtemps. Toute opposition officielle est écrasée. Il existe peu d'information sur les prisons cubaines mais, depuis les appels de Jack Lang en faveur de ce poète cubain, victime d'années de prison, on commence à parler davantage de la répression politique dans l'île. La presse est totalement inféodée au pouvoir et "Gramma", organe officiel du Parti communiste cubain, emploie une langue de bois telle que peu d'organes de presse l'osent encore.

L'organisation du système de santé et d'éducation ouverts à tous à longtemps été l'orgueil du régime. Pourtant, certaines études ten-

◆ MALAWI ◆

Ce pays africain anglophone, coincé entre le Mozambique, la Tanzanie et la Zambie, fait fort peu parler de lui. Pourtant, on devrait se pencher davantage sur le sort réservé à sa population, soumise depuis l'indépendance à la férule d'un président inamovible, Kamusu Banda. Son âge officiel est de 87 ans, mais même en étant optimiste, on est obligé de constater qu'il a dû largement les dépasser. Toujours habillé d'un costume trois pièces rappelant l'Europe d'avant-guerre, coiffé en permanence d'un magnifique chapeau noir, et muni bien sûr de l'inévitable chasse-mouches, le président veille de près au bien-être de son peuple. Le pays tout entier baigne dans une atmosphère victorienne de profond respect pour le chef. Ainsi, pour s'assurer que la moralité est bien respectée, les femmes doivent porter des jupes ou des robes en dessous du genou. Les militaires qui patrouillent dans les rues de la capitale, Lilongwe, font ainsi agenouiller les femmes et, si la jupe ne touche pas terre, elles sont embarquées au commissariat. Inutile de préciser que les pantalons leur sont strictement interdits.

Le président de la République est aussi ministre de l'Agriculture, des Affaires étrangères, de la Justice, des Travaux et de l'Approvisionnement : il s'occupe activement de ses sujets. Pour être sûr que le bon peuple ne se laissera pas abuser par les apprentis sorciers, la police politique veille. Détentions arbitraires, assassinats politiques d'opposants à l'étranger, accidents mystérieux frappant les plus importants dirigeants du pays, le "respect" dont bénéficie le président serait peut-être bien dû à la peur.



Malawi : le pays tout entier baigne dans une atmosphère victorienne de profond respect pour le chef. ▶

draient à montrer que le taux d'illettrisme serait loin d'être négligeable, peut-être de l'ordre de 30% de la population.

D'ailleurs, il faut bien reconnaître que l'égalité des chances à Cuba n'a pas du tout été réalisée par la Révolution. La moitié environ de la population cubaine est noire. Or, au sein des structures de direction du Parti communiste, qui lui-même décide de tout, le moins que l'on puisse dire, c'est que les Noirs ne sont pas légion. En fait, depuis la Révolution, on peut dire que la structure même de la société cubaine a peu changé : on retrouve toujours une oligarchie blanche, souvent issue des grandes familles, qui domine le pays alors que le sort de la population noire n'a guère évolué : finalement, au-delà d'un discours qui se voudrait révolutionnaire, de ce point de vue-là, Cuba est le fidèle reflet de la plupart des autres pays d'Amérique latine.

Mais surtout, les réformes incontestables réalisées par le régime risquent d'être mises en question par l'incapacité totale du régime cubain à mettre en place une économie viable. Depuis trente ans, Cuba ne survit que grâce à un transfert massif en provenance d'Union Soviétique, chiffrable en milliards de dollars par an. Il est évident que le régime cubain, après avoir condamné la glasnost et la perestroïka dès le premier jour, et approuvé la tentative de coup d'Etat de Moscou du mois d'août dernier, n'a plus rien à attendre de la nouvelle direction russe. Mais aucune réforme économique réelle n'a été mise en place. Fidel Castro a été jusqu'à dire que, puisqu'il n'y avait plus d'essence pour les transports en commun, on pouvait toujours aller à pied, ce qui est excellent pour la santé ; et si certains produits manquent en magasin, c'est excellent pour le taux de cholestérol. C'est dire que les perspectives d'évolution du régime n'apparaissent guère brillantes.

En outre, l'image du régime a été profondément ternie par le procès et l'exécution du général Ochoa. Depuis quelque temps déjà, quelques téméraires osaient dire que Cuba était mêlé au trafic de la drogue en Amérique centrale, mais on ne peut pas dire qu'ils aient été très écoutés. Or, petit à petit, la vérité commence à se faire jour. Après la chute du général Noriega au Panama, devant l'imminence d'une mise en cause réelle du régime cubain, Fidel Castro a préféré prendre les devants en se servant du général Ochoa comme bouc émissaire : c'est lui qui aurait tout organisé à l'insu de la direction politique et, surtout, de Fidel et de son frère Raul qui dirige l'armée. Ils n'étaient absolument pas au courant, on vous le jure ! Ochoa et ses collègues ont payé de leur vie, à l'issu d'un simulacre de procès, cette tentative désespérée des dirigeants cubains pour dégager leurs responsabilités.

Le régime est dans une impasse totale et, pourtant, aucune amorce d'évolution ne semble se dessiner. Les socialistes chiliens, dont certains ont pu se réfugier à Cuba après l'assassinat du président Allende, sont très pessimistes sur l'avenir du régime. Les discussions ont naturellement lieu au sein du parti unique, mais elles n'aboutissent à aucune décision, et pour cause, puisque les décisions sont prises par Fidel Castro. Ainsi, l'opposition commence à s'organiser dans la clandestinité. Le dirigeant de l'opposition sociale-démocrate vient d'être jeté en prison. Certains membres du PC entrent en dissidence et commencent à s'organiser en dehors des structures du Parti. Cela rappelle étrangement l'évolution de certains pays de l'Est avant l'effondrement. Si rien ne bouge, celui-ci se produira inéluctablement, et les réfugiés cubains de Miami sont prêts à ramasser les miettes. Ce sera une bien triste fin pour un régime qui voulait être le phare de la révolution dans le monde. ■

Autour du président, la cour s'occupe. Des clans se sont formés. Le président n'est pas marié, mais une égérie officielle veille aux rigueurs du protocole. Elle voudrait bien faire la pluie et le beau temps, hélas, la concurrence est rude et d'autres personnalités essaient tant bien que mal de gagner l'oreille de l'octogénaire. Tout cela serait cocasse si le peuple ne s'enfonçait de plus en plus dans la misère, alors que, pourtant, le pays pourrait être prospère. L'accent mis sur les cultures vivrières n'aura en définitive servi à rien, car la démographie galopante est telle que toute augmentation de la production est plus qu'absorbée par l'augmentation de la population. Le pays est totalement dépendant de quelques exportations agricoles : le tabac représente 70% des exportations, ce qui ne peut manquer d'être dangereux au moment où tous les pays développés commencent à lutter sérieusement contre le tabagisme.

On peut malheureusement craindre pour le Malawi que le réveil ne soit dur, le jour où le président Banda quittera enfin le pouvoir. ■

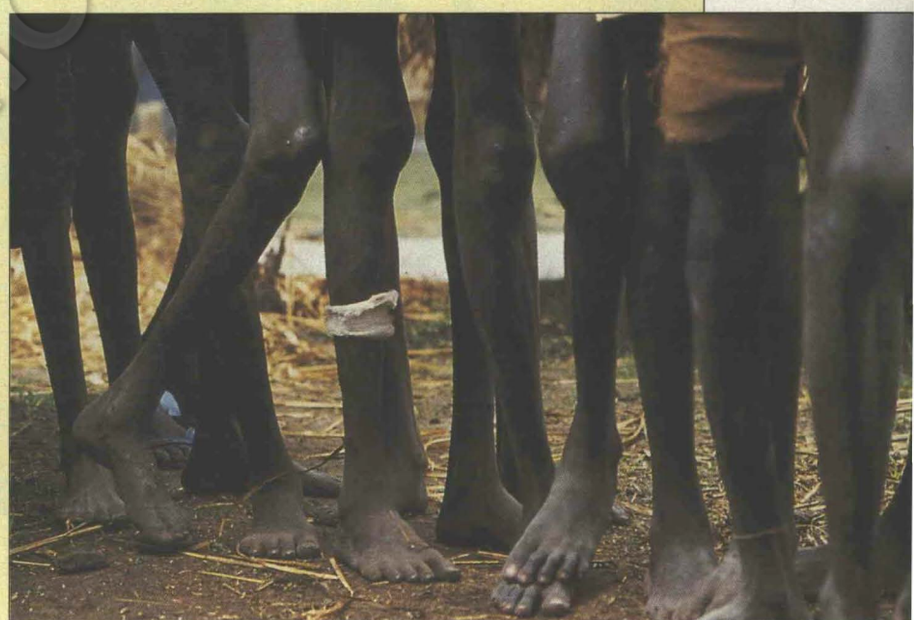
◆ SOUDAN ◆

Le Soudan était, dans les années 60, un des pays les plus ouverts de l'Afrique sub-saharienne. L'université de Khartoum était une des plus renommées de la région. Il y avait une vraie vie politique, un mouvement syndical fort et de véritables débats de haut niveau.

Après le long intermède de la dictature de Nimairy, qui se prétendait à l'origine nationaliste arabe et qui a terminé fondamentaliste musulman, qui avait déjà beaucoup affaibli le pays, le coup d'Etat de 1989 a amené au pouvoir le président Omar Hassan Ahmed El Bashir, qui a mis en place une véritable junte fondamentaliste. Les opposants sont en prison ou en exil, du moins ceux qui ont survécu. Toutes les institutions indépendantes ont été purgées, tout comme l'administration. Le pays a éclaté, car les chrétiens noirs du Sud ne peuvent évidemment pas accepter l'instauration de la charia islamique comme base du droit. Comme souvent dans les dictatures, les dissensions au sommet s'exacerbent, les tentatives de coup d'Etat se suivent, et chaque fois la répression s'aggrave.

Pendant ce temps, le pays s'enfonce dans la misère. La faim gagne, les camps de réfugiés sont immenses. Or, l'aide alimentaire n'arrive pas à destination : détournements, trafics en tout genre ont découragé les organisations caritatives internationales qui ont toutes tendance à quitter le pays. En effet, la Commission de réhabilitation soudanaise, qui avait pourtant des années d'expérience, a vu ses experts renvoyés et remplacés par des zélotes à la solde du régime. Le Croissant Rouge soudanais, qui était une des ONG les plus efficaces, a été dissout. Et pour financer la guerre, les banques "islamiques" ont vendu les stocks de céréales. La situation dans les camps de réfugiés allait donc de mal en pis : les marches de la faim ont été sévèrement réprimées par le régime. Un bidonville de 30.000 réfugiés a ainsi été entièrement détruit par l'armée en novembre 1990. Malheureusement, ce pays aux abois a encore les moyens de nuire : l'ensemble de la région étant en proie à diverses guerres civiles, il est facile de jouer les uns contre les autres en Ethiopie comme au Tchad.

Le Soudan a été l'un des rares pays à soutenir Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe. ▼



Complètement isolé sur la scène internationale, ce pays a été un des rares à soutenir Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe : les dictatures se serrent les coudes. Pourtant, le régime, qui a été abandonné par la plupart des puissances occidentales, ne survit que grâce à l'aide qu'il recevrait de certains Saoudiens : cette fois-ci, se sont les intégristes qui se serrent les coudes.

Ainsi, il apparaît de plus en plus clairement qu'isoler un pays tel que le Soudan ne permet guère de résoudre le problème, à court terme. Le rôle néfaste joué par l'internationale intégriste islamiste apparaît de plus en plus clairement maintenant que le communisme s'est effondré. Malheureu- sement, l'occasion d'en reparler ne devrait pas manquer. ■

EXEMPLE DE DEVELOPPEMENT

vers une nouvelle coopération avec le Bénin

La visite à Cotonou des ministres français et allemand de la coopération démontre l'importance que l'Europe attache à la démocratisation et au développement de l'Afrique.

La France et l'Allemagne mènent depuis longtemps -et de façon différente- une politique de coopération dans ce pays de 4,7 millions d'habitants. La délégation franco-allemande, qui accompagnait Edwige Avice et Karl-Dieter Spranger, a pu constater l'état d'avancement de quelques-uns des nombreux projets français, allemands et franco-allemands en cours (1).



Bénin, décembre 1991. Edwidge Avice, ministre de la Coopération et le Président Nicéphore Soglo. ▶

Aujourd'hui, la France et l'Allemagne décident de renforcer en commun leurs efforts. "Cette visite, et surtout la démarche européenne qu'elle sous-tend est un événement historique", souligne Edwige Avice, ministre de la Coopération. "Découlant des décisions du sommet franco-allemand de la mi-novembre, elle symbolise à la fois l'étroitesse des relations entre les deux pays et l'importance que porte la Communauté européenne au développement économique et à la démocratisation de l'Afrique. Au moment où se rétrécit l'épargne internationale, il n'y a pas d'autre solution, poursuit le ministre français, si on veut être efficace, que d'apporter une aide coordonnée sur plusieurs années, en fonction des objectifs définis par le gouvernement béninois. Tout soutien serait sans effet réel si les Africains ne prenaient pas leur destin en main."

Sentiment partagé par Théodore Ollo, ministre des Affaires étrangères, qui explique : "Pour mener à bien les grands projets dans lesquels le gouvernement est engagé, le Bénin a besoin d'importants concours extérieurs. La question qui se pose à nous est de savoir comment utiliser au mieux l'aide aujourd'hui pour nous en passer demain. Le FMI et la Banque mondiale ne doivent plus nous imposer leurs vues. Nous devons prendre nos propres décisions."

On le sait, le Bénin a entamé avec succès un processus de démocratisation (cf l'interview du député Thimotée Adanlin), qui fait de lui le "laboratoire" de la démocratie du continent africain, même si les responsables béninois estiment qu'il ne constitue pas un "modèle". Pour autant, il connaît une situation économique très difficile.

LA ROUTE DE LA DEMOCRATIE

Timothée Adanlin, député béninois proche du président Soglo fait le point sur la situation économique et politique de son pays.

"Le Bénin a choisi la voie pacifique pour construire la démocratie. La conférence nationale a débouché sur des élections législatives et présidentielle, organisées sous contrôle international.

Pour le gouvernement qui en est issu, la partie n'est pas gagnée. Il ne maîtrise pas encore tout à fait bien le pouvoir d'Etat. Un parti, le PCD, dont les membres clandestins infiltrent les rouages étatiques, continue de prôner la violence, constituant un élément de déstabilisation. En outre, une rivalité se manifeste entre les partis politiques et les hommes qui veulent émerger, concrétisant l'existence d'une opposition qui ne dit pas son nom et qui lutte pour le pouvoir. Elle se manifeste à l'Assemblée nationale et au sein des syndicats de salariés et de fonctionnaires, minoritaires dans la population, et qui agissent comme si rien n'avait changé.

Toute la difficulté pour le gouvernement, qui maintient le dialogue avec le mouvement syndical, est d'expliquer sa politique à l'ensemble des Béninois, qui ont adhéré massivement à la démocratisation et qui manifestent une certaine impatience sur le plan économique et social. Le programme du président repose pour l'essentiel sur le redressement économique. Mais les revendications catégorielles et la persistance d'habitudes très fortes (fraudes...) l'emportent sur l'intérêt général et nuisent à l'instauration plus rapide d'une économie et d'un système éducatif et de santé modernes.

Bref, c'est une seconde transition que traverse le régime, avant les prochaines élections dans trois ans, pendant lesquels il doit consolider, par une plus forte politisation, la démocratie et le pluralisme et créer autour de lui un rassemblement majoritaire. Le gouvernement peut réussir s'il sait trouver en son sein une meilleure cohésion. Mon parti, qui soutient depuis le début le Président Soglo, est prêt à jouer le jeu."

C'est dans cette approche renouvelée de la coopération avec l'Afrique, que la France et l'Allemagne manifestent la volonté commune d'aider le Bénin et le président Nicéphore Soglo dans sa politique de redressement. Notamment, les réformes structurelles et sectorielles qui doivent conduire à une amélioration du fonctionnement de l'Etat, dans le cadre démocratique, et à une saine gestion de la chose publique, sur le plan budgétaire et monétaire. Les entretiens ont fait apparaître d'autres besoins, liés à la protection de l'environnement, au développement d'infrastructures routières et énergétiques de qualité. Mais, comme l'a précisé Edwige Avice, la priorité revient au développement social et humain. Les deux ministres sont donc convenus d'apporter un appui rapide à l'appareil éducatif et au système de santé. De quoi rassurer ceux qui craignent de voir diminuer l'aide européenne à l'Afrique au profit des pays de l'Europe de l'Est.

Ghislaine Toutain

1) Projet français d'amélioration des techniques d'extraction du sel à Onidal, projets hydrauliques (alimentation en eau potable des villages de zones lacustes), projet allemand ONAB (économie forestière et du bois) et développement de la pêche lagunaire de Nokoué. Enfin, projet franco-allemand d'une ligne d'énergie électrique et programme européen de Volontaires du développement.

ASSISTANTES SOCIALES

leur grande solitude

Dominique et Laurence, deux assistantes sociales d'un quartier de Dieppe, se sentent bien seules face à la crise. Le malaise de leur profession ne s'arrête pas aux revendications salariales.

Au Val-Druel, la pauvreté ordinaire se camoufle derrière les murs gris de la cité HLM. Dans ce quartier périphérique de Dieppe, les 3.000 habitants sont confrontés au scénario devenu classique de toutes les villes en perte de vitesse : l'emploi est trop rare et, lorsque l'on a la chance de travailler, les salaires bien trop bas. Alors, certaines familles s'endettent, s'enlisent, désespèrent.

A la permanence de la direction départementale de la Solidarité, Dominique et Laurence, les deux assistantes sociales du secteur, tentent de raccommoder ces existences en panne, en miette ou en crise. "Et encore, nous ne connaissons certainement pas toutes les situations, reconnaît Dominique. Il n'est jamais facile d'aller raconter ses difficultés à l'assistante sociale."

Appelons-la Brigitte. Elle a quarante ans, un fils de seize ans à charge, et 1.500 F de pension alimentaire pour seul revenu. Cet après-midi, elle s'est prise par la main. Pour aller voir "l'assistante" à la permanence. Rouge comme une pivoine, elle explique son cas à Dominique. "Mon RMI m'a été enlevé depuis la fin juin. J'y comprends plus rien !" Erreur administrative. Dominique démêle les fils. "Il faut tout reprendre à zéro. Nous allons refaire un contrat d'insertion. Quelle formation souhaiteriez-vous entreprendre ?" Silence embarrassant... Brigitte n'a jamais occupé que des emplois de femme de ménage. Depuis que son mari l'a quittée, en 1988, elle a été bringuebalée de stage en stage. Elle a compris qu'à Dieppe, vouloir travailler n'est pas une condition suffisante pour s'en sortir. A l'issue d'une formation d'opératrice de production qui devait déboucher sur un emploi, le chef d'entreprise n'a jamais donné suite. Elle n'y croit plus, Brigitte. "Si, avec le RMI, je touche un peu par mois, ce sera déjà ça..."

I COMME INSERTION

Créé en 1988, le revenu minimum d'insertion a bouleversé le travail des assistants de service social. A cause des deux mille et quelques francs du RMI, des gens en difficulté se font connaître auprès de leur service et la solidarité se met en marche. Au Val-Druel, chacune des deux assistantes sociales a établi cette année plus de cent dossiers d'insertion. Certes, des moyens supplémentaires ont été intégrés dans ce dispositif qui est devenu leur arme principale. Elles peuvent mettre en place des actions plus collectives (stages de formation, clubs de quartier, innovations économiques, etc.). Un outil qu'elles jugent aussi à double tranchant. "Si le RMI correspond aux attentes des marginaux, des personnes sans domicile fixe, qui peuvent ainsi se reconstruire, c'est un leurre pour les familles des quartiers urbains, déplore Dominique. Leur problème, c'est l'emploi et le logement. Les gens ont en marre de déambuler d'un stage l'autre. Et personne, ni la ville, ni les entreprises locales, ne relaye notre action."

Leurs "clients" ont tout misé sur ces deux "super nanas". Médiatrices, conseillères conjugales, un peu psy, un peu tout à la fois, pour 8.500 F par mois au bout de dix ans d'ancienneté, Dominique et Laurence doivent faire face à toutes les situations, à toutes les crises. Et sans filet. "Entre l'endettement des familles, les enquêtes sociales, la protection de l'enfance, les problèmes d'alcoolisme ou familiaux, on fait tout dans ce quartier", assure Laurence. Souvent, les deux assistantes sociales du Val-Druel se sentent bien seules. Seules et surtout désarmées. Parfois, elles voudraient jeter l'éponge. Mais que peut-on faire à Dieppe avec un diplôme d'assistante sociale, sinon continuer à aider les autres ?

Claude Lesaulnier

BREF... EN BREF... EN

■ **16.000 diplômes d'ingénieur en 1990 : une augmentation de 4 % par an, et de 43% en neuf ans. Un progrès important, mais encore insuffisant : pour obtenir le doublement nécessaire de professionnels d'ici à l'an 2000, la croissance devrait être de 7,2% par an.**

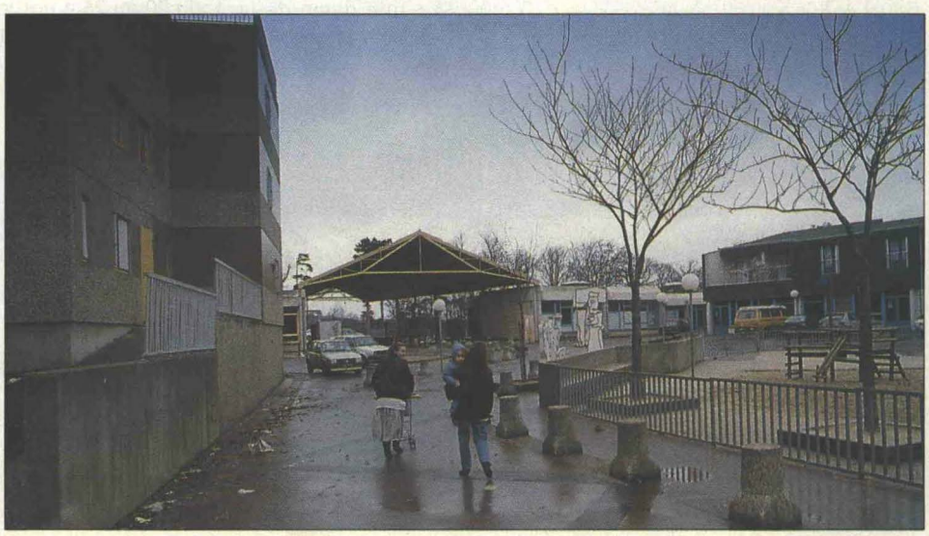
■ "Intégration de l'informatique dans l'enseignement et la formation des enseignants" : un colloque de l'Institut national de recherche pédagogique (INRP) sur un enjeu majeur pour le système éducatif, qui n'a pas toujours su prendre le tournant de l'ordinateur. 28, 29 et 30 janvier, à Châtenay-Malabry (92) : ☎ 46.57.11.67.

■ **Réduction des filières, modules d'aide aux élèves... la rénovation des lycées entrera en vigueur à la rentrée 1992, contrairement aux bruits contradictoires qui ont circulé.**

■ Engager et développer le partenariat, tel est l'objectif de la nouvelle Commission nationale éducation-professions, créée par Lionel Jospin et Jacques Guyard. Quatre chantiers prioritaires : développement du partenariat pour l'information sur les métiers, définition des formations et diplômes, organisation des périodes de formation en entreprise, professionnalisation des enseignements secondaires et supérieurs.

■ **Après les biologistes des laboratoires d'analyse, les infirmières libérales viennent de signer un accord avec l'Etat et les caisses d'assurance maladie sur la maîtrise des dépenses de santé : les 37.000 libérales ne devront pas effectuer plus de 18.000 actes par an. Au-delà, elles reverseront à la Sécurité sociale 50% de leur rémunération et la totalité si elles dépassent 20.000 actes. Un système déjà appliqué pour les médecins au Canada.**

■ Plus de grands-parents que de petits-enfants : c'est ce que prévoit le CREDOC pour 2020. Il y aura alors 17 millions de plus de 60 ans, au lieu de 9 millions aujourd'hui. De l'enquête qui confirme les idées arrêtées et la méfiance devant l'innovation de nos chers anciens, le CREDOC conclut au risque d'une société figée, demain...



Le Val-Duel, pépinière d'existences en panne.



• LA MOUETTE •

La Ferme du Buisson, du 10 au 18 janvier

"... à travers un mince fil d'intrigue dont on ne voit jamais les temps forts, à travers les urgences du désir qui les jettent l'un contre l'autre pour faire et refaire le jeu constant des triangles amoureux, les personnages sont implacablement ramenés à eux-mêmes, à leur vérité dans le temps, saisis sans romantisme, sans trémolo, décapés de la couche mythologique qui pourrait parfois faire de leur vie une belle aventure et les rendre toujours un peu héroïques". ***Jean-Marie Piemme***

10 places gratuites pour nos abonnés les 14 et 16 janvier.

"Il faut rendre les souffrances comme elles s'expriment dans la vie, c'est-à-dire non avec des gestes, des mains et des pieds, mais avec une simple intonation, un regard. Pas de geste mais de la grâce." ***Anton Tchékhov*** (LETTRE A OLGA KNIPPER).

Mise en scène : Philippe Sireuil

Un défi à relever ensemble en 1992 : 500.000 lecteurs !

• PHILHARMONIE NATIONALE DE LITUANIE •

Le Pin Galant, Mérignac, le 22 janvier

Direction musicale :
Juozas Domarkas.
Soliste :
Michel Béroff / piano.

Fondée en 1940 à Vilnius, cette formation à acquis une renommée internationale grâce à la remarquable richesse de ses interprétations et à l'impressionnante diversité de ses programmes.

Au programme
• Beethoven :
ouverture d'Egmont
• Prokofiev :
concerto n° 4 "pour la main gauche" en si bémol majeur opus 53
• Tchaïkovski :
symphonie n° 5 en mi mineur opus 64

10 places pour nos abonnés.





• LA DOUBLE INCONSTANCE •

Le Lucernaire, à partir du 15 janvier

Pièce charnière dans l'œuvre de Marivaux, centrée sur la stratégie amoureuse, mais aussi une pièce sur le pouvoir...
Un prince épouse une "bergère" et une dame de la cour un paysan.

La fascination de l'interdit, le désir de posséder ce que l'on n'a pas et ce que l'on n'est pas est encore possible malgré la dernière réplique d'Arlequin qui semble préfigurer la Révolution française. Par le Cours Florent.
Mise en scène : Jean-Pierre Garnier.
8 places gratuites pour nos abonnés les 17 et 18 janvier.
Tarif réduit **(84 F** au lieu de **140 F)** du 20 au 24 à nos lecteurs ayant "Vendredi" sous le bras.



Bulletin d'abonnement

A renvoyer à : "Vendredi"
Service lecteurs
10 rue de Solferino
75333 Paris cedex 07

Merci de penser à joindre votre bande adresse et le montant des abonnements

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
Code postal.....
Ville.....

❑ ***C'est décidé, je m'abonne !***
Ci-joint paiement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de "Vendredi"
• ⌴ Abonnement(s) à 260 F
(400 F DOM-TOM / CEE / 600 F autres pays) ou
• ⌴ Abonnement(s) de soutien à ..... F
Soit au total : ..... F

❑ ***Veuiller abonner de ma part***
Pour deux abonnements vendus, "Vendredi" maintient l'ancien tarif d'abonnement (200 F) et vous offre un "pin's".
(dans la limite des stocks disponibles)
Et vous devenez membre du Club.

▼ 1 ▼

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
Code postal.....
Ville.....

▼ 2 ▼

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
.....
Code postal.....
Ville.....

Pour obtenir les places
☎ *45.56.78.56 / 78.57*

Pour connaître les programmes
• *Espace culturel du Pin Galant*
☎ *56.97.82.82*
• *Le Lucernaire*
☎ *45.44.57.34*
• *La Ferme du Buisson*
☎ *60.05.64.87*

NE L'OUBLIEZ PAS :
L'ABONNEMENT 1992 A "VENDREDI" EST A 260 F

Le triptyque de l'aménagement du territoire



▲ *Définir de véritables projets de restructuration urbains.*

Accélération de la politique de la ville, avenir de l'espace rural et approfondissement de la décentralisation, notamment par le biais des délocalisations : c'est le triptyque de l'aménagement du territoire pour l'année 1992.

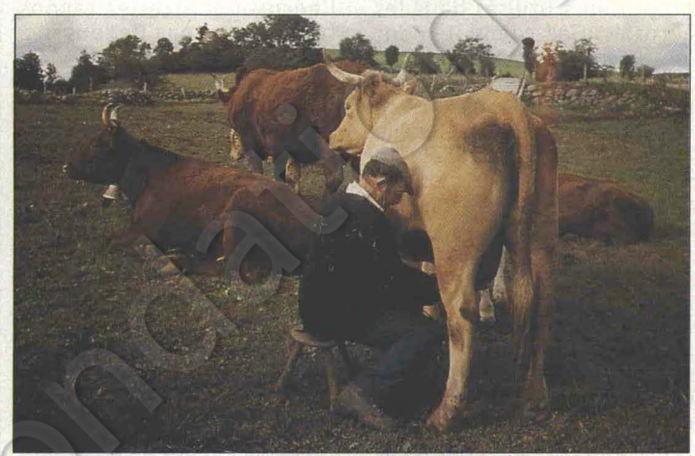
Politique de la ville, d'abord. 1992 sonne l'heure de l'amplification. Ainsi, les 400 quartiers pourraient ne plus voir s'appliquer une politique homogène. Les plus touchés pourraient bénéficier d'un traitement de choc visant à définir de véritables projets de restructuration urbains, qui devraient leur permettre de sortir de l'ornière d'ici à cinq ou dix ans. Conséquence directe : davantage de moyens. 4,9 milliards de F iront à la ville en 1992 (3 milliards en 1990).

Lors d'un comité interministériel consacré à la ville, dans la deuxième quinzaine de janvier, tous les ministères feront des propositions pour accélérer cette politique. Exemple : comment harmoniser les cartes des DSQ et des ZEP ? Faut-il augmenter le nombre des sous-préfets à la Ville (13 actuellement) ? Il s'agira, en 1992, de faire vivre le droit à la ville qui s'est élaboré en 1991 (LOV, loi Besson, solidarité entre les communes, présence des services publics...).

Il est un domaine, souligne Michel Delebarre, où beaucoup de progrès sont à faire : la participation et la citoyenneté. Impliquer la population, là où elle vit. Le moyen est d'aider à revivifier le réseau associatif. Il faudra, par exemple, que les associations locales puissent profiter des conventions signées entre l'Etat et les collectivités pour faire aboutir leurs projets. De même, les associations de locataires devraient bénéficier dans les mois qui viennent d'un pouvoir d'expertise les mettant à égalité avec les propriétaires, dans le débat concernant toute modification du cadre bâti.

On aura alors un peu plus de précisions sur le plan d'accompagnement social, déjà présenté par Michel Delebarre au conseil des ministres du 3 janvier, ainsi que sur l'aspect financier des opérations (vente des immeubles...).

Enfin, l'avenir du rural. Une série impressionnante de décisions a déjà été annoncée. Certaines, comme les exonérations fiscales en faveur des artisans, le reboisement, la pluri-activité sont sur les rails. Mais la grande affaire de cette année, ce sont les assises du monde rural. Dès janvier, les préfets, après avoir reçu les dernières indications, engageront des consultations locales. En mars auront lieu des réunions interrégionales, thématiques et décentralisées. Les fameuses assises devraient se tenir en mai. Suivra un débat parlementaire. Et, si il y a lieu, une loi cadre rurale qui pourrait être fin prête à la fin du premier semestre. ●



La suite des opérations de délocalisation des emplois publics est le deuxième axe de l'aménagement du territoire. Une nouvelle série doit être rendue public le 15 janvier.

▼ *Délocalisations. Strasbourg, 4 janvier : l'arrivée des élèves de l'ENA.*



PAGE PREPAREE PAR MARYLINE TRASSARD

Collectivités locales

La dotation globale de fonctionnement, principal concours financier de l'Etat aux collectivités locales, s'élève, pour 1992, à 92,2 milliards de F, soit une augmentation de 4,42% par rapport à 1991.

Fin décembre, le Comité des finances locales a déterminé les modalités de la répartition de la DGF. Pour les villes qui contribuent à la dotation de solidarité urbaine, cette progression se limitera à 0,8% ou 0,4%, selon le seuil de contribution. 15,6 MF iront aux départements et 76,62 MF aux communes et groupements de communes. ●

Les anciens

Les premières rencontres nationales consacrées aux conseils des sages ou d'anciens auront lieu le 13 février à La Roche-sur-Yon. Ces conseils, inaugurés par Kofi Yamgnane dans sa commune de Saint-Coulitz (Finistère), ont le vent en poupe.

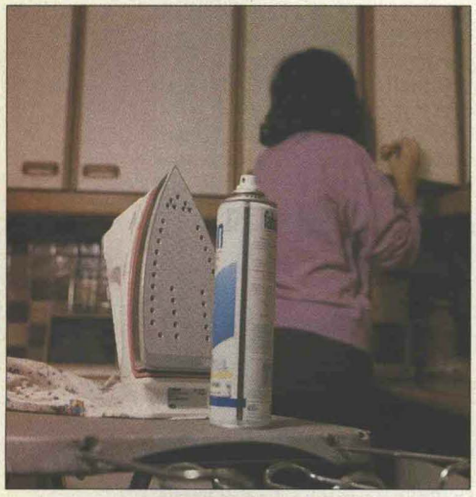
80 communes ont suivi son exemple. Ce sera pour elles l'occasion de réfléchir sur le rôle "des personnes âgées dans la cité", de s'intéresser aux expériences européennes et de faire émerger un concept commun à partir de leurs multiples expériences. ☎ 51.05.31.40 ●

Environnement : préparer Rio

La tâche du ministère de l'Environnement, en 1992, consistera à assurer les changements de structure décidées en 1991 : mise en place des directions régionales de l'Environnement (les titulaires doivent être nommés dans les jours prochains), mise en place de l'Institut français de l'environnement et de l'Agence de l'environnement. Tandis que la loi sur l'eau, votée en décembre, devra être mise en œuvre. Enfin, une communication sur les déchets ménagers est prévue à la fin de ce mois. Pour tous ces chantiers, le ministère devra se contenter d'un budget, "toujours trop juste", de 1,4 milliard de F. Mais, au-delà des mesures françaises, on s'active également, au sein des réunions préparatoires de la grande conférence internationale sur l'environnement qui aura lieu en juin 1992, à Rio. On y parlera avant tout du climat et de la manière de limiter les dangereuses émissions de gaz carbonique. ●

les aérosols sont-ils dangereux ?

Un fait divers dramatique vient de relancer le débat sur les aérosols et sur l'inflammabilité de certains d'entre eux. Avant toute utilisation, lire l'étiquette et ne jamais laisser la bombe près d'une source de chaleur.



Exemple type à ne pas suivre.

Denis Benoliel a vaporisé une grande quantité de l'insecticide Néocide (1) et, quelques minutes après, a allumé une cigarette, déclenchant une vive explosion. Il est désormais complètement défiguré.
L'affaire est en cours d'instruction. Les experts diront si, oui ou non, l'aérosol est à l'origine de l'accident. Même chose, à Rennes où, le 24 décembre, deux enfants ont trouvé la mort dans un incendie. Une bombe aérosol, contenant un produit défroissant, laissée à proximité du fer, encore chaud ou non débranché, se serait enflammée.

QUI A PEUR DES AEROSOLS ?

Cette industrie existe depuis plus de trente ans. En France, près de 150 entreprises produisent des aérosols. La France en consomme 500 millions d'unités par an, le monde 8 milliards d'unités. Le Comité français des aérosols (CFA), organisme professionnel, fondé en 1958, groupe une centaine de sociétés représentant tous les secteurs de l'industrie des aérosols : fabricants de boîtiers, de valves et d'accessoires, de matières premières (éléments chimiques, gaz propulseurs, solvants...) et conditionneurs. Les aérosols sont extrêmement variés. Par ordre d'importance, les différents secteurs sont : cosmétique, entretien, pharmaceutique, produits techniques réservés aux professionnels et alimentaire.
En 1988, la France signait le protocole de Montréal visant à réduire l'utilisation des CFC (chlorofluorocarbones), gaz propulseurs utilisés dans les aérosols. Gaz complètement inoffensifs (ni toxiques, ni inflammables) pour l'homme mais accusés de détruire la couche d'ozone. Le CFA rapelle que les CFC étaient aussi utilisés dans le froid, les mousses plastiques, l'industrie électronique et les solvants.
Aujourd'hui, les CFC ont disparu, à 97%, des aérosols. Il n'en reste plus que dans certains médicaments, en quantité infime, parce que l'on n'a pas trouvé de substituts. "Dans l'industrie de l'aérosol, confirme Philippe Tocqueville, secrétaire général du CFA, nous avons toujours utilisé une série de gaz propulseurs, le gaz servant à l'explusion du produit. Il y a deux grandes familles de gaz autorisés, les gaz liquéfiés dans lesquels on trouve les CFC et les hydrocarbures, butane, propane, diméthylether... Et il y a les gaz comprimés comme l'azote, le CO2..." Le CFA est formel : "Le type d'accident arrivé à M. Benoliel est exceptionnel. Les quelques accidents et incidents enregistrés par la profession montrent qu'il s'agit généralement d'erreurs de manipulation ou d'utilisation n'ayant entraîné que des dégâts matériels. Les personnes concernées n'ont pas subi, sauf exception, de dommages corporels graves. La technique de l'aérosol est soumise à une stricte réglementation européenne. Elle doit être considérée comme un procédé de conditionnement fiable et utilisable en toute sécurité dans la vie courante en respectant les modes d'emploi. Chaque aérosol est testé individuellement, il n'y a pas de contrôle statistique mais des contrôles unitaires."

COMMENT BIEN LES UTILISER ?

D'abord lire correctement l'étiquette. Il faut protéger l'aérosol contre les rayons solaires, ne pas l'exposer à une température supérieure à 50°c, ne pas le percer ni le brûler même après usage, ne pas vaporiser vers une flamme ou un corps incandescent. Néanmoins, il reste un danger lié à l'inflammabilité des composants. En décembre 1990, "50 millions de consommateurs" (n°234) publiait un essai comparatif qui laissait apparaître que si les CFC avaient pratiquement disparu des aérosols, "les trois quarts des produits testés étaient inflammables et la moitié ne supportaient pas d'être soumis à des températures élevées." En outre, le 27 novembre dernier, le Conseil supérieur d'hygiène publique de France adoptait un avis précisant "qu'il fallait déconseiller ou interdire les formulations des gaz propulseurs très inflammables tels que le diméthylether, le butane, l'isobutane, le propane." Désormais, un arrêté devrait imposer aux fabricants des normes plus strictes en matière d'information des consommateurs. Les aérosols porteront notamment la mention "produit dangereux".

Chrystie Lipani

(1) Fabriqué par Reckitt et Colman France.
Pour en savoir plus : Commission de sécurité des consommateurs.
☎ 43.54.11.45

... EN BREF...

■ **Timbres fiscaux : nouveaux tarifs à partir du 15/1. 150 F pour la carte d'identité, 200 F pour le permis de conduire ou la carte de séjour.**

■ Le contrôle technique des véhicules de plus de dix ans est devenu obligatoire le 1er janvier. Aucun avis n'est envoyé aux propriétaires : bien lire la date de mise en circulation inscrite sur sa carte grise. Le certificat de contrôle est à coller sur le pare-brise, près de la vignette.

■ **Le taux de la TVA sur les œuvres d'art est ramené de 18,6% à 5,5%.**

■ "Justice mode d'emploi" (40 F) et "Héritage et succession" (35 F). Deux guides pratiques publiés par "50 millions de consommateurs".

PETITES ANNONCES

☎ 45 56 78 57

12701

Ville de Montluçon (Allier)
50.000 habitants

recrute d'urgence

▼ UN CADRE B ▼
pour sa direction du personnel

MISSIONS

Au sein d'une équipe chargée de la mise en oeuvre d'une politique des ressources humaines, cet agent sera plus particulièrement chargé de la GESTION DES CARRIERES (910 agents), et notamment de :

- l'accès à la fonction publique (élaboration des contrats de travail, stagiairisation, titularisation)
- l'avancement des carrières (préparation et participation aux Commissions administratives paritaires, avancements de grade et d'échelon...)

Il (elle) utilisera et devra faire évoluer les procédures et outils informatiques

PROFIL

- dynamisme
- esprit ouvert aux nouvelles techniques de gestion administrative
- connaissances statutaires souhaitées
- bon relationnel
- esprit d'équipe

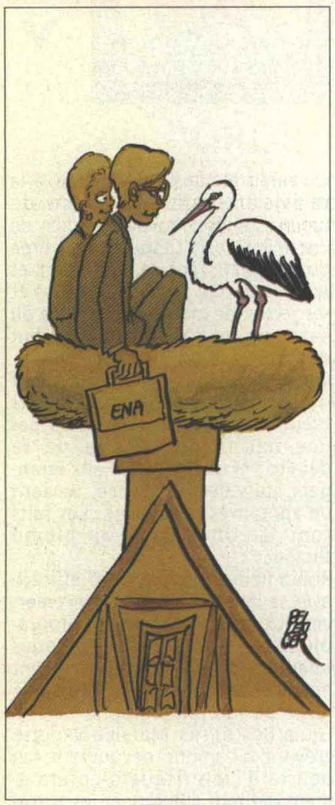
Adresser candidature et CV détaillé à
M. le Député-Maire
BP 238 - 03109 MONTLUCON cedex
avant le 31 janvier 1992

12702

■ ***AFFAIRE*** ■

Adh. PS vend HOTEL-RESTAURANT, 1 étoile, 8 chambres, à Bourbon-Lancy (71), près du circuit de Magny-Cours. Prix des murs : 750 KF, fonds : 650 KF.
☎ 85.84.71.36

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

Fin décembre

Après les bouleversements de 1989 et 1990, l'année 1991 restera surtout comme celle des désenchantements. La Yougoslavie qui se déchire toujours, l'Union Soviétique qui disparaît de la carte, l'Algérie qui se livre aux extrémistes, où que se porte le regard, l'horizon paraît bien sombre. Mikhaïl Gorbatchev a démissionné le jour de Noël. Il l'a fait avec dignité mais à l'hommage unanime qui lui est rendu dans le monde entier ne répondent chez lui qu'indifférence ou hostilité. Pour nous, il restera l'homme qui a rendu la liberté à des peuples asservis. Pour ses concitoyens, il est celui qui, détruisant le système ancien, n'a pas su améliorer leur sort matériel. Boris Eltsine, devenu le maître du Kremlin, y réussira-t-il ? Rien n'est moins sûr. Le danger existe même que, face à de nouvelles tensions, s'instaure à Moscou un autre régime autoritaire. La libération des prix n'est pas une panacée dans un pays qui ignore encore tout des règles du marché. Sur un autre plan, on voit bien que les Républiques devenues membres de la "Communauté des Etats indépendants" ne sont pas disposées -y compris dans le domaine militaire- à passer sous la férule du chef de la Russie. A l'évidence, les risques d'explosion à l'Est demeurent sérieux pour 1992.

L'Algérie, c'est autre chose. Encore que le rejet du FLN, parti unique au pouvoir depuis trente ans, ressemble, et pour les mêmes raisons, à celui qui a frappé les partis communistes des pays de l'Est. Combien de fois ai-je entendu dans les rues d'Alger : "Tout plutôt que ceux qui nous ont conduits à ce désastre !". Ceux qui disent cela, des jeunes surtout, ne sont pas des intégristes au sens religieux du terme. Mais le FIS a su exploiter leur désespoir. Ils n'avaient rien à perdre, alors pourquoi pas le "parti de Dieu" ?
On n'a pourtant pas assez souligné que les "barbus" approchent de la majorité absolue des sièges en n'ayant rassemblé qu'un peu moins de 25% des inscrits. Ce qui laisse rêveur à la fois sur le découpage des circonscriptions qui était prétendument destiné à les contenir, sur les manipulations des bulletins de vote et sur le fait que près de la moitié des électeurs -et des électrices- n'ont pas jugé utile de se déplacer alors même qu'ils redoutent l'instauration d'une république islamiste avec le retour en arrière qui en résulterait, en particulier pour les femmes. Un autre mauvais calcul a été de multiplier les candidats dits "indépendants" qui ont été pulvérisés au détriment de ce qui aurait pu être un bloc des démocrates, seul le FFS d'Hocine Aït Ahmed tirant son épingle du jeu. Sauf annulation des élections, il paraît difficile d'empêcher le FIS d'obtenir la majorité absolue mais il lui en faudrait les deux tiers pour pouvoir substituer la charia à la Constitution qui donne de grands pouvoirs au président de la République. L'objectif des démocrates est maintenant de l'en empêcher.

3 janvier

Conversation téléphonique avec Hocine Aït Ahmed que je félicite pour l'énorme succès de la manifestation organisée par le FFS hier à Alger.
- "C'est le déclic, me dit-il, le début du rassemblement de toutes celles et de tous ceux qui ne veulent pas que l'Algérie tombe entre les mains du FIS."
- Etes-vous confiant pour le second tour ?"
- En tout cas nous, ne suivrons pas ceux qui voudraient le faire annuler. Nous jouons la légalité. Nous pouvons encore gagner une vingtaine de sièges, notamment à Alger, où nous aurons la seule femme élue. Plus une trentaine d'autres dans des circonscriptions où nous avons demandé l'annulation en raison des tricheries du FIS. Nous pourrons donc animer à l'Assemblée (1) une minorité de blocage."

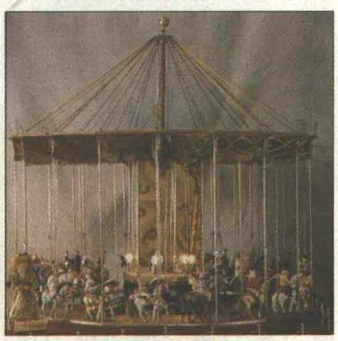
(1) Aït Ahmed est le seul chef de parti à avoir été élu dès le premier tour, à Sétif.

VIRGIL TANASE

Pour le plaisir, tout simplement

Si on se faisait un petit voyage ? Qui, pour une fois, ne soit ni intelligent, nous conduisant de musée en musée, ni simplement "club Med" avec jeux de société, plages et traditions locales. Deux livres un peu bizarres nous invitent à des itinéraires nostalgiques. André Bercoff publie *"La Mémoire des palaces" (1)*. Il nous entraîne dans un univers d'une opulence révoltante, je le sais, mais aussi sur les lieux d'une espèce de mythes sociaux qui ne manquent pas de nous émouvoir. Nathalie de Saint-Phalle publie : *"Hôtels littéraires" (2)* et nous offre une sorte de guide : dormez dans le lit des auteurs célèbres, regardez, par la fenêtre, le paysage qu'ils ont regardé. Et alors, allez-vous demander ? Vous avez raison : ça ne fait pas avancer le monde mais, en feuilletant ce livre, tout comme celui d'André Bercoff, je ne pouvais m'empêcher de ressentir un petit serrement de cœur, et c'est ce que je voudrais partager avec vous.
Qu'importe que la majorité de ceux qui habitaient les palaces fussent à coup sûr des gens grossiers et stupides, que l'argent ne sauve pas de la platitude la plus irréparable ? Ces lieux ont abrité quelques-uns des héros nous ayant fait rêver et c'est à eux qu'André Bercoff dédie son livre : "Ecoutez l'immense rumeur qui jaillit de ces tentures et de ces sols de marbre, de ces plafonds à caissons et de ces tapisseries de jade, de ces vaisselles d'or et de ces escaliers Renaissance : elle dit l'angoisse de la star déchue avant le suicide, les amours tumultueuses d'un monarque adultérin, les fantasmes accrocheurs d'un collectionneur de tableaux de maîtres, les caprices dévastateurs d'un chanteur de rock, les gigantesques orgies organisées par une star du cinéma muet qui en perdit sa réputation et son métier, l'imaginaire d'un metteur en scène découvrant, dans le spectacle d'oiseaux picorant son petit déjeuner, le sujet de son prochain film, l'espionne allemande déguisée en chanteuse anglaise..." Le style expansif, rococo, à la fois nonchalant et enthousiaste, d'André Bercoff nous conduit du Ritz de Paris au Grand Hôtel de Taipeh, du Copacabana de Buenos Aires au Marriott du Caire.

Il faut sans doute des alibis intellectuels pour justifier le plaisir de simplement regarder les images.



▲ *S'il s'agit de rêver, autant enfourcher les chevaux de bois.*

L'écriture de Nathalie de Saint-Phalle est d'un autre type. Avec elle, on n'a presque pas le temps de vivre ce que l'on regarde. Information rapide, sèche, qui refuse l'attendrissement -et il y en a qui meurent dans ces hôtels où l'on vit le transitoire, où l'on assume l'idée de l'inconsistance des choses et de nous-mêmes !
C'est dommage. J'aurais aimé que la richesse de l'information soit empreinte d'un peu d'émotion, que l'auteur se permette, de temps en temps, un mot saugrenu trahisant qu'il a quand même un cœur, qu'il n'est pas seulement un œil en verre, un fonctionnaire de police qui suit la trace de ces individus très louches : les écrivains (et les femmes qu'ils aiment, de la même trempe !).
Pour ces deux voyages, j'ai également à vous proposer un moyen de transport sur mesure : l'album de Zeev Gouararier, *"Manèges d'autrefois" (3)*. S'il s'agit de rêver, autant enfourcher les chevaux de bois. Certes, vous trouverez dans l'étude qui accompagne l'iconographie que vous imaginez, des informations sérieuses, vous apprenant comment la mort des rois dans des tournois a généré le jeu de bague et comment celui-ci est devenu le carrousel ; comment a évolué la machine ; qui étaient les forains qui les faisaient tourner. Il faut sans doute de tels alibis intellectuels pour justifier le plaisir de simplement regarder les images. Tant pis.
Ce qui compte, ce à quoi je vous convie, c'est de monter dans une de ces gondoles tirées par les chevaux en bois, et de suivre André Bercoff ou Nathalie de Saint-Phalle jusque dans la chambre de Cannes où se tue Klauss Mann, dans le palace d'Istanbul où Agatha Christie a laissé un mystère non encore résolu, au Sacher de Vienne où Schnitzler fait tourner ses personnages, etc.

(1) Fayard, 352 p., 148 F.
(2) Quai Voltaire, 506 p., 160 F.
(3 Flammarion, 235 p., 395 F.

"les Misérables"

Dommage que la comédie musicale d'Alain Boublil et Claude-Michel Schönberg soit appuyée par un battage publicitaire tel, qu'il semble suspect, car c'est vraiment un bon spectacle. Les interprètes, des Français et des Canadiens, les décors de l'Anglais John Napier et la mise en scène de deux autres Britanniques : John Caird et Trevor Nunn, sont parfaits. Sacrés Anglais !
La musique de Claude-Michel Schönberg et le livret d'Alain Boublil s'adaptent parfaitement à l'œuvre de Victor Hugo. Lyrisme sans grandiloquence. Bien sûr, "papa" Hugo a ses détracteurs et ses inconditionnels, mais il n'est pas mauvais de retrouver aujourd'hui "ses" misérables ; singulièrement des personnages comme Gavroche ou Fantine.

En espérant qu'un jour plus aucun enfant ne sera livré à lui-même dans les rues et qu'aucune fille ne sera prête à se vendre pour survivre. Nulle part dans le monde ! Il est bon, au moment où les débats télévisés visent de plus en plus bas, d'assister à un spectacle où la noblesse est présente, où l'émotion n'est pas synonyme de racolage.
Alors, c'est vrai, il y a beaucoup de tapage autour de cette comédie musicale "opératique", comme l'a définie un critique anglo-saxon mais, puisqu'il faut remplir les salles, autant que ce soit avec de la qualité.

N.A.

Théâtre Mogador,
☎ 48.78.04.04. (→ fin février).



cinéma et chiffres

Les 4.561 salles de cinéma françaises ont reçu 122 millions de spectateurs l'année dernière, soit une moyenne de 2,2 entrées par an et par habitant (mêmes chiffres pour la région parisienne : 336,27 et 12,7).
Le nombre des entrées, stables durant les années 70, a connu une légère embellie en 1982, puis une érosion jusqu'en 1987, année d'une chute de 20% et, depuis, une stabilisation.
Mais cette désaffection pour les salles de cinéma est moindre que dans les pays voisins où l'indice de fréquentation est de 1,7 en Allemagne et en Italie, 1,5 au Royaume-Uni et 1,2 au Japon. Aux Etats-Unis, en revanche, ce même indice s'établit à 4,6 entrées par habitant et par an.
En France, le prix des places de cinéma s'est sensiblement renchéri. De 1980 à 1990, il a augmenté de 112% contre 82% seulement pour le niveau général des prix.
Parallèlement, les ménages ne consacrent plus que 0,10% de leur budget au cinéma, contre 0,18% il y a dix ans. Pour autant, les Français ne regardent pas moins de films. Mais ils vont de moins en moins dans les salles obscures et regardent de plus en plus le cinéma à domicile : 38% des ménages sont équipés d'un magnétoscope. Et les films récents sont en tête des programes de TV préférés.
Pendant la décennie écoulée, la part des films américains dans le marché français a augmenté de 31 à 57%, en évolution à peu près exactement inverse des films français, qui sont passés, dans le même temps, de 50 à 37%. Les autres films européens degringolent de 19 à 6%. La moins mauvaise santé du cinéma français tient pour une bonne part au soutien apporté par l'Etat : en 1990, l'ensemble des aides au cinéma a représenté 832 millions de F.

J.G.

CINEMA

"Août"

De l'influence de la température et de l'architecture sur le genre humain. Caroline (Anouk Grimberg), poussée par la chaleur du mois d'août, descend s'acheter une glace et rencontre Blouzette (Dominique Pinon), l'éleveur de souris blanches. Son existence en sera changée. Elle vit dans une cité moderne, écrasée par la Grande Arche de La Défense. L'architecture du lieu conditionne le parcours de ceux qui s'y déplacent et engendre leurs réflexes.
Après "Un monde sans pitié", "La Discrète" et "Les Arcandiers", encore un premier film produit par le découvreur Alain Roca. La caméra d'Henri Herré, de plongées en contre-plongées, transforme les gens en petites souris comme celles de Blouzette. Un film vu d'en haut, inscrit au cœur de notre époque (comment vit-on dans cette superstructure de la fin du XXe siècle ?) et se projetant dans l'avenir puisque l'action est rythmée par la retransmission en direct d'un voyage d'astronautes vers la planète Mars. L'argument, une banale histoire de dépit amoureux, est librement adapté de "Casimir et Caroline", d'Odon Von Horvarth. C'est la vie d'une modeste jeune fille, la tête remplie d'amours de magazines. Dans son errance, elle se fait draguer par deux PDG-chercheurs en goguette (Jean-Claude Brialy et Jean-Louis Richard), deux vieux compères condamnés au triste et vain rituel des fêtards. Anouk Grimberg, yeux écarquillés et voix couinante comme dans "Merci la vie", rencontre ici l'un des acteurs les plus insolites du cinéma français actuel, Dominique Pinon, poète mal léché, effrayé par ce monde en perdition. Pierrot et Colombine version an 2000 !

C.P.

▼ *A. Grimberg, J.-C. Brialy et J.-L. Richard.*





TV

"BORO"

Qu'aurait été la fin de l'année, à la télévision, sans "La Dame de Berlin", téléfilm franco-canadien de Pierre Boutron ? Cette "Dame" tirée du caracolant récit de Dan Franck et Jean Vautrin a, parmi ses mérites et ses vertus, de montrer la montée du nazisme dans l'Allemagne du début des années 30.
On ne veut pas croire qu'Adolf Hitler et ses lieutenants avec leurs tueurs s'apprêtent à mettre au pas une nation mal remise de sa défaite ; ni que la chasse aux étrangers, juifs de préférence, devient un sport très encouragé. Les faits sont là. Une chape de plomb tombe...
Robin Renucci est un Boro efficace avec sa boiterie, sa canne, son merveilleux petit appareil à photographier (de préférence les scènes interdites, telle celle où Hitler vient apporter un bouquet de fleurs à la nièce de son photographe favori). Giula Boschi, en Maryika vedette croyant à l'amour, découvrant, un peu tard, son risque d'enfermement définitif à Berlin, et les autres jouent avec conviction. TF1 n'a pas offert le chef-d'œuvre définitif de 1991, mais une bonne et agréable soirée.

Alors, que sont devenus les responsables de la programmation ? Qu'ont-ils demandé au père Noël ? Se rendent-ils compte des heures désastreuses, insipides, grotesques, affichées et imposées sans le moindre souci du téléspectateur ?

"Cyrano de Bergerac" à la sauce Hossein (TF1), "D'Artagnan" à la mode Jérôme Savary (TF1), malgré les efforts de Jean-Paul Belmondo et de Christophe Malavoy, demeurent du théâtre filmé. On débite les vers, on trépigne avec sa rapière, avec ardeur sans doute, mais on ne sent pas le moindre souffle, la plus légère émotion, l'envie d'un sourire.

"Le Bêtisier 91" (A2) voulait être drôle, ironique, mordant. Il se transforme en gags, naturellement involontaires, mais d'une mortelle insipidité.

Intime et confident de Jean-Paul II, André Frossard, à "Océaniques" (FR3), a souligné avec éclat ses convictions devant Catherine David, Jacques Julliard, Pierre-André Boutang, Olivier Germain-Thomas. A-t-il convaincu ?
Pour débuter 1992, le "Sauve qui veut... la planète" (A2) d'Hervé Chabalier, Claude Chelli, Alain Wieder, a permis de rappeler quelques vérités et lieux communs. Le professeur Albert Jacquard a du bon sens. Pourquoi n'est-il pas partagé par tous ?

P.Y.

le gelé et la vie



▲ *Edith Piaf, 1950 (studio Harcourt).*



◀ *André Malraux par Gisèle Freund (1935).*

Gisèle Freund et le studio Harcourt, à travers deux retrospectives, illustrent avec éclat deux approches fondamentalement différentes du portrait. Deux visions opposées de l'humanité.
"En France, on n'est pas acteur si l'on n'a pas été photographié par le studio Harcourt", relève, en 1957, Roland Barthes. Ils y sont tous passés, de Jean Gabin à Marlène Dietrich, de Piaf à Montand, sans oublier les politiques et les mondains, les académiciens et les cardinaux. Un inventaire pour Prévert quand ils sont figés-gelés sous les sunlights destinés à les immortaliser.
A plus de quatre-vingts ans, Gisèle Freund peut, enfin, être saisie dans la diversité de son talent, dans l'accompagnement de son génie.
En noir et blanc (sublime) ou en couleurs (elles ne sont ni ratées ni gâchées), Gisèle Freund offre avec Malraux, Breton, Signoret, Cocteau, Joyce, Aragon, Mauriac, un album de vedettes, authentiques, de notre siècle.
Reporter, elle propose des images à la beauté tragique sur la Grande-Bretagne et ses chômeurs après la grande dépression de 1929, montre dans leur intimité le couple des Peron qui règne sur l'Argentine en cultivant la démagogie et en se faisant plébisciter par les sans-chemise.
Gisèle Freund ne cherche pas le chiqué, le léché, la gimauve. Ainsi, ses écrivains ne donnent pas l'impression de poser devant l'objectif en voulant jouer à l'auteur célèbre. Ils sont naturels car ils poursuivent avec Gisèle un dialogue sur les mots, sur l'écriture. Un travail d'artisan au sens de chef-d'œuvre. Henri Michaux, Virginia Woolf prennent, grâce à elle, une intensité nouvelle. Un autre éclat.
En réalisant, en 1981, la photographie officielle de François Mitterrand, Gisèle Freund, en montrant le président aux livres, a souligné, mieux que d'insupportables exégètes, le changement par rapport à son prédécesseur qui, avec Lartigue, avait choisi le champion de la nonchalence de l'existence, de la fête permanente.
Ne négligez pas Harcourt, mais courez voir Gisèle Freund.

P.Y.

• ***"Harcourt oblige"***,
Palais de Tokyo. De 9 h 45 à 17 h, sauf mardi, → 1er mars.

• ***Gisèle Freund***,
Centre Georges-Pompidou, grande galerie, 5e étage. De 12 h à 22 h, sauf mardi. Samedi-dimanche, de 10 h à 22 h. → 27janvier.

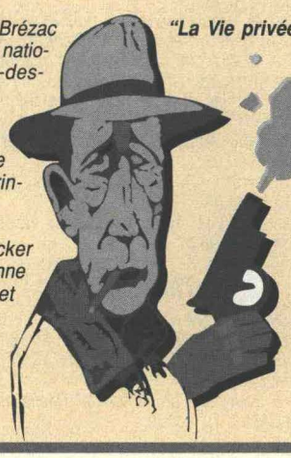
● DES ROMANS POLICIERS ●

"Razzia sur l'antique", *par Louis-Marie Brézac (Fayard). Inspecteur principal de la police nationale, l'auteur, lauréat du prix du Quai-des-Orfèvres, a un joli brin de plume.*

"Un chouette petit lot", *par Jim Thompson (Folio n° 2318). La noirceur se conjugue au talent pour une histoire grinçante.*

"Cosmix banditos", *par A.-C Weisbecker (Série noire n° 2288). La jungle colombienne joue des tours à ce fabricant de coke et d'armes. Sale temps pour les méchants !*

"La Poupée qui tue", *par John Lutz (série noire n° 2283). Truands plus diamants = bagarre, et pire encore.*



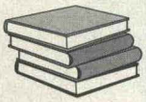
"La Vie privée de Sherlock Holme", *par Michael et Mollie Hardwick (Le Masque n° 2068). Etait-il convenable d'attendre plus de vingt ans pour proposer ce discret trésor ?*

"Aime le maudit", *par Pierre Siniac (Le Masque n° 2071). La très opportune réédition d'un bijou siniacien, grand prix de littérature policière 1981.*

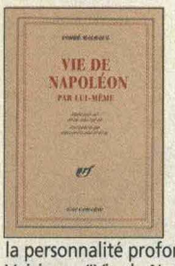
"La Mort sous un crâne", *par John Dickson Carr (Le Masque n° 2065). Un inédit de 1931. Pourquoi nous l'avoir dissimulé ?*

P.Y.

post-scriptum



ANDRE MALRAUX
"Vie de Napoléon"



On peut refuser son admiration à Malraux. On peut aussi être irréductible à Napoléon. Mais la rencontre des deux personnages ne laisse pas indifférent. Elle éclaire d'un jour assez trouble la personnalité profonde de l'écrivain.
Voici une "Vie de Napoléon", composée d'extraits de lettres, de proclamations, datant de 1786 à 1821. Ce collage avait déjà été publié en 1930, sans être signé. Or, ses biographes ont établi que cette compilation était l'œuvre d'André Malraux. Du coup, ce florilège dévôt, aujourd'hui réédité, se lit d'un autre œil. Jusqu'où allait la fascination qu'exerçait le soldat empereur sur l'écrivain ? Comment s'empêcher de se souvenir de l'idolâtrie qu'il portera, trente ans plus tard, à un autre militaire politique ?
Gallimard, 420 p., 130 F.

ALEXANDRE SOLJENITSYNE
"L'Archipel du Goulag-1"



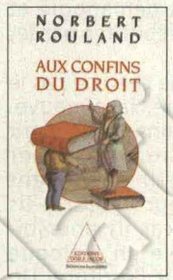
En décembre 1973, la publication en Occident de "L'Archipel du Goulag" provoqua un séisme dans les consciences. En six mois, il en était vendu plusieurs millions d'exemplaires. "L'Archipel" était immédiatement devenu ce livre de combat voulu par son auteur.
Aujourd'hui, "L'Archipel du Goulag" est un livre de mémoire. Ce volume a été sensiblement remanié par l'auteur et retraduit. Relire à présent "L'Industrie pénitentière" et "Le Mouvement perpétuel", titres des deux parties de "L'Archipel", provoque de curieuses impressions : l'inhumanité d'hier, les soubresauts d'aujourd'hui, l'incertitude de demain. En 1992, le retour de Soljénitsyne en Russie signifiera(it) quoi ?
Fayard, 578 p., 250 F.

SALEM KACET
"Le Droit à la France"



On souhaiterait que tous les Français lisent ce livre. Ceux qui sont haineusement hostiles à l'intégration et ceux qui ne savent plus comment en trouver les voies. Les uns et les autres ne voient d'ailleurs plus très bien ce que recouvre le mot "intégration".
Cardiologue au CHU de Lille, citoyen français, Salem Kacet est né il y a quarante ans dans un petit village perché de Kabylie. Son récit est celui du petit berger kabyle devenu français, progressivement et presque à son propre insu. Ses convictions, son enthousiasme font chaud au cœur. Un bel argumentaire.
Belfond, 194 p., 98 F.

NORBERT ROULAND
"Aux confins du droit"

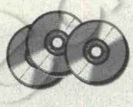


Il est peu de disciplines aussi passionnantes que l'histoire du droit. Là se trouve l'explication de la plupart des mécanismes de régulation de la vie en société et surtout leur évolution : c'est le droit vivant, l'éternel jeu de balancier entre le droit répressif et le droit organisateur et préventif.
Qui plus est, N. Rouland nous entraîne aux confins de la mémoire, à la proto-histoire et à l'anthropologie du droit. L'humanité connut très tôt le droit -Ovide avait tort- ce besoin de s'opposer à la loi du plus fort, notre part maudite.
Odile Jacob, 322 p., 160 F.

"Les Idées en revue"



Cette nouvelle collection destinée aux préadolescents appelle l'attention. Isabelle Jan, qui en assure la codirection, se propose "de ne plus raconter n'importe quoi aux jeunes" dans ce domaine essentiel pour toute société de la transmission des valeurs. A cette exigence exprimée par les "jeunes" et à leur désir de progression personnelle, répondent la famille, l'école et, parfois, d'autres institutions d'éducation.
Pour une démarche personnelle, ces livres -de forme attrayante- alternent information, récits, anecdotes et pistes ou réflexions. Ainsi, "La Justice" et "Le Langage", déjà publiés. Sont annoncés "Le Progrès", "Le Bonheur", "La Guerre", "L'Argent" et "L'Espace".
Editions ouvrières, 106 p., 65 F le vol.



HAENDEL
"Giulio Cesare"



L'année s'ouvre sur une pierre blanche. Une réussite totale pour une des compositions majeures de Haendel, sinon son véritable chef-d'œuvre. "Giulio Cesare" représente le plus haut point d'aboutissement de toute la démarche de Haendel : l'accord de l'héroïsme de l'action et de la plus haute virtuosité vocale en donnant à cette virtuosité une signification propre.
L'œuvre est gigantesque. René Jacobs, qui en est le maître d'œuvre inspiré, donne à l'ensemble une cohésion sans faille. "Giulio Cesare" vit comme jamais. Le Concerto Köln, les chanteurs et, encore une fois, René Jacobs, sont au-dessus de tout éloge : l'apothéose du bel canto, dans l'épopée et la finesse.
Harmonia Mundi, 4 CD, 901385, 4 h 3' 30", 350 F.

LISZT
Concertos n° 1 et 2



Certaines œuvres ont été sinistrées par le thermalisme musical ou les kiosques du dimanche. Plus elles paraissent d'un effet facile, mieux elles sont massacrées. En tête du martyrologe : à peu près tout ce que Liszt a écrit, sauf ce qui, décidément trop virtuose, est hors de portée.
On en viendrait à ne plus souhaiter entendre ses deux concertos de piano. Miracle : Charles Dutoit, à la tête de l'Orchestre symphonique de Montréal, et le jeune pianiste français Jean-Yves Thibaudet les ont redécouverts. Eclat de la musique, invention mélodique, rythmes et couleurs. Le vrai plaisir et le génie de Liszt.
Decca, 433075, 68' 32", env. 125 F.

JEAN LELOUP ET LA SALE AFFAIRE
"Jean Leloup"



Jusqu'à aujourd'hui, tout ce que le Québec nous avait livré de plus rock oscillait entre Charlebois et Carole Laure.
Jean Leloup débarque dans la bergerie et passe la vitesse supérieure. Avec une tête rappelant Jean-Louis Aubert mâtiné Gérard Lanvin, Leloup livre pêle-mêle et en quinze chansons une vie de bourlingueur. Une enfance en Afrique du Nord, dont il lui reste un vague et cocasse accent pied noir sur "Isabelle", des semaines de galère, des mois de dèche entre "Barcelone" et "Rockn'roll et pauvreté". Des guitares des Pretenders ("L'Amour est sans pitié") au bastringue des VRP ("Dr Jeckyll et Mr Hyde"), sa besace recèle de bonnes affaires.
Fnac Music/Wmd, 592022, 48' 02", env. 120 F.

NEIL YOUNG
"Weld"



Ténue est la limite entre le son distordu d'une guitare qui vire du rock hargneux et puissant à la cacophonie indigeste. Neil Young, rocker canadien et fil-de-fériste de la saturation sonore ne prend pas, en deux heures et demie de concert, un seul gadin mélodique. Mais, n'espérez aucune des ballades folk de "Harvest" ou "After the gold rush" ; même "Blowin' in the wind", de Dylan, est accomodé à la sauce saturée. Avant que vos enceintes ne demandent grâce, imposez-leur une ultime fois "Cortez the killer" ou "Rockin' in the free world". Le concert le plus "vivant" entendu depuis longtemps.
Reprise/WEA, 26746, 2 h 35' 47", 170 F.

Agenda

Classique

Annecy
Hespérion XX, J. Savall, Château, 20, 20h.
Avignon
J. Van Dam, basse ("Le Voyage d'hiver"). Opéra, 24, 20h30. ☎ 90.82.23.44
Clermont-Ferrand
M. Dalberto, piano. Opéra, 15, 20h30. ☎ 73.36.52.59
Douai
G. Hoffman, violoncelle et O.N. Lille. Hippodrome, 17, 20h45. ☎ 27.87.07.78
Lille
• I. Pogorelich, piano. Opéra, 17, 20h30.
Paris
• "Boris Godounov" (Moussougski), dir. Chung. Opéra-Bastille, 20. ☎ 44.73.13.00
• M. Rudy, piano et O.N. Bordeaux, dir. Z. Kosler. Chaillot, 12, 17h. ☎ 47.27.81.15
• Chung, piano et musiciens de l'O.N. de l'Opéra-Bastille, 15, 20h30. ☎ 44.73.13.00
• Royal Ph. Orchestra dir. et piano V. Ashkenazy. Pleyel, 17, 20 h. ☎ 45.61.06.30
Toulouse
"La Clémence de Titus" (Mozart), dir. F. Layer. Capitole, 17 → 26. ☎ 61.22.80.22

Jazz

Avignon : A. Jaume/Ch. Mariano. AJMI, 16 → 18. ☎ 90.86.08.61
Brest : Ch. Legrand trio. Quartz, 16. ☎ 98.44.10.10
Metz : M. Portal, Arsenal, 14. ☎ 87.74.16.16
Paris : René Urtreger trio. Montana, 13 → 15. ☎ 45.48.93.08 ; Archie Shepp quartet, New Morning, 10-11, ☎ 45.23.51.41 ; Blues Maniac et A. Giroux/J.-L. Mahjun. Utopia, 11 → 21, ☎ 43.22.79.66 ; Humair / Friedman / Jenny-Clarke. Villa, 15 → 21, ☎ 43.26.60.00.
Rungis (94) : A. Sundy. Parasols, 17. ☎ 46.86.64.84
Sceaux (92) : L. Winsberg. Sceaux What, 17. ☎ 46.61.36.67

Théâtre

Marne-la-Vallee
"La Mouette", Tchékov, ms. P. Sireuil. La Ferme du Buisson, 18. ☎ 64.62.77.77
Merignac
• "Le Bourgeois gentilhomme" (Molière). Pin Galant, 13, 14h30.
Montpellier
• "La Bataille" (H. Muller) ms Van Kessel. Th. 13 Vents, 14 → 18. ☎ 67.52.72.91
• "Une mort très douce" (S. de Beauvoir). Nouveau th., 14 → 19. ☎ 67.58.64.76
Nanterre
"Britannicus" (Racine), ms A. Françon. Amandiers, → 2/2. ☎ 46.14.70.00
Paris
• "Salomé" (d'après O. Wilde). Nesle, → 22. ☎ 43.29.45.88

Cinéma

Avoriaz
Film fantastique. 11 → 19. ☎ 42.67.71.40
Argenteuil
Ve Foire (vente, échanges d'affiches, photos, etc.). Hommage à Pagnol. 18-19. ☎ 39.61.78.03
Lille
Hommage à Epstein. → 19. ☎ 20.78.22.74
Val-de-Marne
Films enfants. Hommage à J. Tati. 15 → 18. ☎ 43.99.70.24
Velizy
Ve Nuit du film court. 17. ☎ 39.46.70.29

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat (livres - classique)
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
Pierre Ysmal (télévision - policiers)

MICHEL PICCOLI

Les raisons de son attachement inébranlable à la gauche, par un de nos grands acteurs, Michel Piccoli. "Les Equilibristes", son cent trentième film, sort cette semaine. Il y tient le rôle de Jean Genet. Un rôle de manipulateur, comme il les aime.

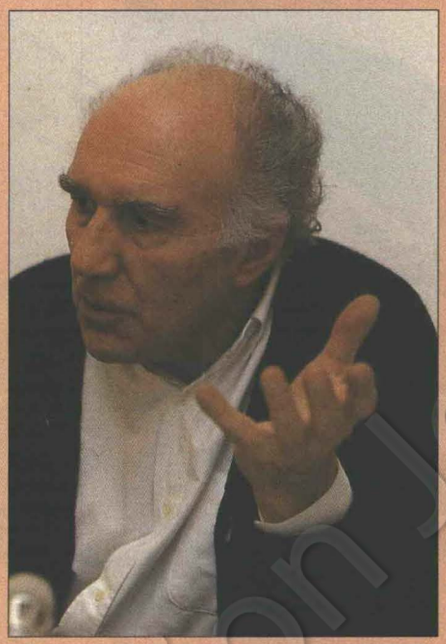
Vous avez, un jour, déclaré être viscéralement de gauche...
Eh oui !

Comment cela vous est-il venu ?
Tout à fait simplement. Quand j'avais douze ans, j'ai entendu par hasard, parce que mes parents n'étaient pas des militants politiques, Hitler parler à la radio. Rien qu'avec sa voix, cet aboyeur faisait peur. J'ai fait l'exode à bicyclette et j'ai entendu l'appel du 18 juin. Et puis j'ai vu, pour la première fois de ma vie, un homme de quarante ans qui pleurait. On m'a dit qu'il etait juif et on m'a expliqué pourquoi il y avait de quoi pleurer. A Paris, les juifs, dans le métro, avec leur étoile jaune, ne pouvaient monter que dans le dernier wagon. J'habitais près du "Vél d'hiv". Beaucoup prétendirent qu'ils ne savaient pas. Moi je savais que, lors de la fameuse rafle, c'était des juifs qu'on avait arrêtés. L'hypocrisie réactionnaire, droitière, extrême droitière de la France, je l'ai connue et je la connais encore, sans vouloir faire d'amalgame.

Pour vous, quelle différence entre la droite et la gauche ?
Je suis profondément de gauche parce que j'ai horreur du pouvoir de l'argent. La gauche a toujours lutté contre ce qui est rétrograde, contre les privilèges. On dit qu'aujourd'hui la gauche n'est plus la gauche. Ce n'est pas vrai. Ce sont certains grands repères idéologiques qui se sont écroulés et qu'il faut recréer. Il y a une autre gauche à réinventer. Si elle se trouve dans une impasse, ce n'est pas à cause des "affaires". Dire ça, c'est voir les choses par le petit bout de la lorgnette.

Après dix ans de pouvoir socialiste, faites-vous partie des déçus ?
Non, pas du tout. Je fais partie des éternels croyants. Des éternels combatifs. Le trouble dans lequel on vit maintenant me donnerait plutôt le goût de continuer, de recommencer une nouvelle lutte, plutôt que de baisser les bras. Je suis un citoyen qui pense que l'on ne peut pas faire son métier sans se passionner pour l'avenir de celui-ci, donc pour la politique. Pour des raisons historiques, et non pas nostalgiques, je serai toujours du côté de la gauche, même si elle a fait des erreurs, même si elle se querelle. Je serai toujours fidèle aux idées progressistes.

Faut-il enterrer le Parti communiste ?
Il ne faut pas trop accabler ces hommes sincères qui ont eu des croyances, ont été dupés et manipulés par la dictature. C'est aux communistes eux-mêmes qu'il revient de nettoyer chez eux. Si le Parti communiste français devient ce qu'il aurait dû être, je suis pour qu'il existe. Ce n'est pas à nous de le détruire. C'est à lui de le faire et de se recréer. C'est vrai que la dictature communiste à l'Est a été une monstruosité. Mais la dictature du capitalisme est terrible aussi. Voyez l'état du tiers monde, de l'Afrique et de l'Amérique du Sud où ont lieu de véritables génocides. On tire sur les enfants dans les rues. Voilà la politique du capitalisme. En France, les propositions de Le Pen me paraissent empreintes d'illégalité. Il faut, dès maintenant, agir à l'encontre de toute personne qui prône des idées racistes non conformes aux lois et à la Constitution. Après, ce sera trop tard, il faudra prendre des fusils.



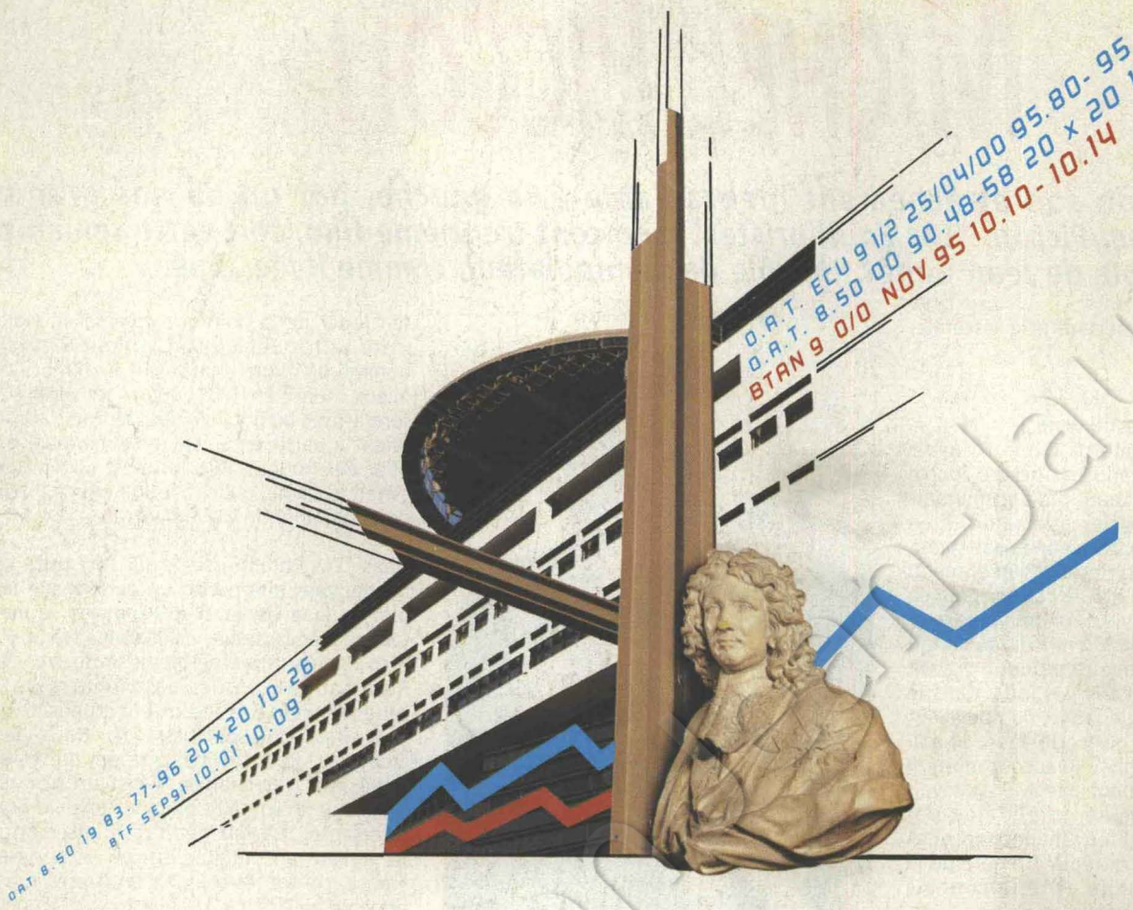
Je suis un citoyen qui pense que l'on ne peut pas faire son métier sans se passionner pour l'avenir de celui-ci, donc pour la politique.

Que pensez-vous de l'homme Mitterrand ?
Je pense que c'est un homme d'une grande intégrité, d'une grande honnêteté par rapport aux idées qu'il prône. Il y a osmose entre son comportement personnel et ses idéaux. Ce n'est pas un tricheur. Même s'il sait jouer de la politique comme un violoniste sait jouer de son violon. C'est un homme politique d'un talent extrême. Tant mieux, non ? En 1981, quand les socialistes sont arrivés au pouvoir, des Français s'apprêtaient à partir en Suisse, en Amérique, par peur des Rouges. Puis, on s'est aperçu que c'était le calme, qu'il était un homme intelligent, paisible. Un vrai démocrate.

Dans "Les Equilibristes", qui sort cette semaine, vous interprétez un personnage inspiré de Jean Genet. Nico Papatakis, le metteur en scène, est une vieille connaissance !
Nico Papatakis a créé, aprés la guerre, "La Rose rouge", un des lieux phares de la renaissance de la vie intellectuelle française. Beaucoup sont passés là : Boris Vian, Queneau, Rossif. Nico, que j'ai quitté en 1954, n'a pas changé. C'est un homme modeste, un solitaire qui a eu une vie bouleversante. Il a fait de la résistance contre les Italiens en Ethiopie, contre les nazis en France, contre les colonels en Grèce. Puis il est venu au cinéma. Un film tous les cinq ou six ans. Il a produit "Chant d'amour", le seul film de Jean Genet, et "Shadows", de John Cassavetes. Ami de Jean Genet, il n'a pas voulu faire un film biographique. Mon personnage n'est qu'une des facettes multiples de celui qui fut en même temps terroriste, écrivain splendide et séducteur de cette société qui le rejetait. L'histoire d'Abdallah, cet acrobate séduit et abandonné par l'écrivain, est tout à fait vraie. C'est une histoire tragique de pouvoir, d'obsession, de domination.

"Le Paltoquet", "Péril en la demeure", aujourd'hui "Les Equilibristes", vous aimez ces rôles de manipulateur !
Les hommes de pouvoir, ou de l'ombre, les puissants secrets, sont des personnages qui me fascinent. Manipulateurs, nous le sommes tous plus ou moins. Pour moi, l'interprétation de ces êtres pervers, troubles, pour tout dire monstrueux, est un jeu et en même temps une dénonciation de ceux qui, dans la société, nous possèdent et nous manipulent dans tous les domaines. Au fond, je me régale dans nos abysses. Que ce soient les vôtres ou les miens. J'aime cette quête de la nature profonde de l'individu. Le méchant et le gentil, ça fait du très bon cinoche, mais moi, ça ne me suffit pas. D'ailleurs, jouer la comédie ne me suffit plus. J'aurais envie de passer de l'autre côté de la caméra. J'aimerais beaucoup avoir en main une autre discipline. Mais je ne voudrais pas être un metteur en scène de plus. Je voudrais faire un film splendide !

Propos recueillis par C.P.



LES VALEURS DU TRÉSOR

LIQUIDITÉ
SOLIDITÉ
TRANSPARENCE
SÉCURITÉ

POUR EN SAVOIR PLUS, ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT
AU BULLETIN MENSUEL DES VALEURS DU TRÉSOR.

Pour vous abonner, écrire à :
Ministère de l'Économie, des Finances et du Budget
Direction de la communication
Bureau de la diffusion
139, rue de Bercy – Télédoc 536
75572 Paris Cedex 12 – France
ou téléphoner au 40.24.88.56

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

F.R.I. Communication

Coll. Fondation Jean-Jaurès